

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1771

31 août 2010

SOMMAIRE

Alphabridge Invest S.C.A. SICAF-SIF	84973	Joaro S.à r.l.	84982
ARHS Consulting S.A.	85008	KDO, S.à r.l.	84982
Berlin & Co Capital S.à r.l.	84987	KILLI FILMS René Kitzler S.à r.l.	84982
Capricornus S.A., SPF	84995	Kornerlux S.A.	84983
CAPRICORNUS, Société anonyme holding	84995	Kronborg S.A.	84982
DPK Investments S.à r.l.	84962	LABELCASH Luxembourg S.à r.l.	84984
DPK Investments S.à r.l.	84962	La Frigorifique de Transport International S.A.	84983
GECAS Luxembourg S.à r.l.	84987	La Gardia S.A.H.	84984
Gem Holding S.A.	84994	Laios S.A.	84984
Gradel	84970	Leander Financial S.à r.l.	84984
Gradel Productions	84970	L.E.E. S.à r.l.	84983
Grandin S.A.	84970	Lehman Brothers Luxembourg Investments S.à r.l.	84985
Gruppo Mobili e Salotti S.A.	84971	Leisures & Communications S.A.	84985
Halm B.V.	84971	Lenrec Holding S.A.	85000
Halm Holdings S.à r.l.	84971	Lënster Energie S.à r.l.	84983
Hamalux S.à r.l.	84972	LFPI Mezzanine S.C.A. SICAR	84985
Harze JY s.à r.l.	84972	LLXlogistic & Transport S.A.	84985
HBC Group S.A.	84972	LRM Advisory S.A.	84986
Heck e Silva Sàrl	84972	LRM Advisory S.A.	84985
Hellas Telecommunications (Luxembourg) III	84971	L&T Advisers S.à r.l.	84983
Herbro S.A.H.	84973	Luxalloys S.A.	84986
Home Maintenance S.à r.l.	84972	Luxequip Bail S.A.	84986
HR Services S.A.	84973	Man RMF Investments SICAV	85001
Huggy-Store Hoscheid Dickt Sàrl	84994	Méridiam Infrastructure Finance S.à r.l.	85001
Immo Prime S.A.	84995	Middlesex Office S.à r.l.	85008
IND S.à r.l.	85008	M.M. Advisors S.à r.l.	84986
Innodis S.A., SPF	85000	Pascal Investissements Luxembourg (PIL) S.A.	84982
INVESCO Continental Europe Holdings	85000	WPP Luxembourg Holdings Eight S.à r.l.	85001
I.P.K. Immobilière Pia Kontz	84994		
Italian Real Estate Investments SA	85000		
Jade International S.A.	85001		

**DPK Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. DPK Investments S.à r.l.).**

Capital social: EUR 11.436.250,00.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.

R.C.S. Luxembourg B 150.378.

L'an deux mille dix, le vingt-quatre août.

Par devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, agissant en remplacement de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société DPK Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée au capital social de 12.500,- euros ayant son siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.378, constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 10 décembre 2009, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations C, numéro 237 du 3 février 2010, et dont les statuts ont été modifiés par acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, en date du 16 avril 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1112 du 27 mai 2010 (ci-après la «Société» ou la «Société Absorbante»).

L'assemblée générale extraordinaire est ouverte sous la présidence de Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à Russange.

Le Président désigne comme Secrétaire Carlo NOEL, employé, demeurant à Pétange. L'assemblée choisit comme scrutateur Aurélien LATOUCHE, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg. Le bureau de l'assemblée ainsi formé, il dresse la liste de présence qui, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire des associés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal, ensemble avec les procurations, pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le Président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est libellé comme suit:

1. lecture du rapport de la Gérance;
2. lecture des rapports du commissaire à la fusion;
3. approbation du projet de fusion par absorption de BERI 3000 par DPK INVESTMENTS;
4. augmentation du capital;
5. modification de l'objet social;
6. modification de l'organisation de la gérance;
7. modification de la dénomination sociale en BERI 3000 S.à r.l.;
8. transfert du siège social au 10 avenue de la Liberté;
9. création de différentes catégories de parts sociales ayant les mêmes droits et obligations;
10. détermination des droits attachés aux parts sociales faisant l'objet d'un démembrement de propriété;
11. suppression de la version anglaise des statuts;
12. modification correlative des statuts;
13. nomination de nouveaux gérants;
14. pouvoirs;
15. questions diverses.

II. Les dispositions légales relatives aux fusions ont été respectées de la manière suivante:

a. Un projet commun de traité de fusion-absorption (le "Projet de Fusion") a été établi conjointement par le conseil d'administration de la société anonyme (ci-après la "Société Absorbée") en date du 22 juin 2010 et par le conseil de gérance de la Société Absorbante en date du 22 juin 2010. Ce projet de fusion a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1391 du 7 juillet 2010 soit plus d'un mois avant les présentes résolutions.

b. Le conseil de gérance de la Société Absorbante a rédigé un rapport le 22 juin 2010 qui a été mis à la disposition des associés de la Société Absorbante (le «Rapport du Conseil de Gérance»).

c. Le conseil d'administration de la Société Absorbée a rédigé un rapport le 22 juin 2010 qui a été mis à la disposition des associés de la Société Absorbante (le «Rapport du Conseil d'Administration»).

d. En conformité avec l'article 266 de la Loi, la Société Absorbante et la Société Absorbée ont conjointement demandé la nomination d'un expert indépendant auprès du président du tribunal de commerce de Paris. Les rapports de Monsieur Jean-Jacques Dedouit, commissaire à la fusion sur la valeur des apports et sur la rémunération des apports ont été établi le 23 juin 2010 soit plus d'un mois avant les présentes résolutions (les «Rapports du Commissaire à la Fusion»).

e. En conformité avec l'article 271 (2) de la Loi, l'attestation de conformité prévue par l'article L. 236-29 du Code de commerce français, selon laquelle le greffe du Tribunal de Commerce de Paris a certifié que toutes les formalités devant être accomplies par la Société Absorbée en vertu de la loi française en vue de la réalisation de la fusion ont été accomplies a été présentée au notaire instrumentant (l'«Attestation de Conformité»).

Le Rapport du Conseil de Gérance, la rapport du Conseil d'Administration, le Rapport du Commissaire à la Fusion, ainsi que l'Attestation de Conformité resteront attachés au présent acte après avoir été signés ne varietur par le notaire et le mandataire des parties comparantes pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

III. Le Projet de Fusion, les comptes annuels et les rapports de gestion des trois derniers exercices de chacune des sociétés qui fusionnent, les comptes intérimaires au 30 avril 2010 des sociétés qui fusionnent, le Rapport de Gérance et le Rapport du Conseil d'Administration ainsi que les Rapports du commissaire à la Fusion ont été rendus disponibles aux associés un mois avant la date de la présente assemble conformément à l'article 267 de la Loi.

Une attestation de la Société certifiant la disponibilité desdits documents, et qu'aucun associé de la Société n'a requis pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, la convocation d'une assemblée générale de la Société appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion, est mise à la disposition des associés, après avoir été signée ne varietur par le notaire et le mandataire des parties comparantes pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

IV. Les associés représentant l'intégralité des 1.000 parts sociales de la Société, ont à l'unanimité pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée prend connaissance du Rapport du Conseil de Gérance.

Deuxième résolution

L'assemblée prend connaissance des Rapports dont question à l'article 266 de la Loi, dénommé rapport du Commissaire à la Fusion élaborés par Monsieur Jean-Jacques DEDOUIT et datés du 23 juin 2010 dont les conclusions sont les suivantes:

1^{er} rapport: Rapport sur la rémunération des apports:

«4. Conclusion

En conclusion de mes travaux, je suis d'avis que le rapport d'échange de 13 parts de la société DPK INVESTMENTS pour 1 action de la société BERI 3000 est équitable.»

2^{ème} rapport: Rapport sur la valeur des apports:

«3. Conclusion En conclusion de mes travaux, je suis d'avis que la valeur des apports, s'élevant à 11.748.785 euros, n'est pas surévaluée, et en conséquence que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société absorbante, majoré de la prime de fusion.»

Troisième résolution

Après avoir constaté que toutes les formalités prévues à l'article 267 de la Loi ont été dûment accomplies, l'assemblée approuve le Projet de Fusion publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1391 du 7 juillet 2010, tout considérant qu'il paraît plus simple de ne pas donner à la fusion un effet rétroactif entre les parties comme envisagé dans le projet de traité de fusion, de sorte que conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi, la fusion sera effective à l'égard des tiers et des parties à compter de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. L'assemblée approuve en outre le fait que la fusion aura pour conséquence l'abandon de tout établissement de BERI 3000 en France.

Quatrième résolution

Conformément à ce qui est prévu par le Projet de Fusion, il résulte du rapport d'échange que les actionnaires de la Société Absorbée recevront en échange des soixante-dix mille trois cents (70.300) actions d'une valeur nominale de quinze euros (EUR 15) composant le capital social de la Société Absorbée, un total de neuf cent treize mille neuf cents (913.900) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de douze euros cinquante (EUR 12,50) émises par la Société, de sorte que l'assemblée décide de procéder à l'augmentation du capital social de la Société Absorbante à concurrence d'un montant de onze millions quatre cent vingt trois mille sept cent cinquante euros (EUR 11.423.750) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) à un montant de onze millions quatre cent trente six mille deux cent cinquante euros (EUR 11.436.250) par l'émission de neuf cent treize mille neuf cents (913.900) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale de douze euros cinquante (EUR 12,50) chacune qui sont allouées comme suit:

- A Madame Anne-Claude Roux:

Deux cent dix-sept mille trois cent soixante treize (217.373) parts sociales attribuées en pleine propriété

Deux cent trente trois mille cinquante et une (233.051) parts sociales attribuées en nue-propriété

- A Monsieur Louis-Claude Roux:

Deux cent dix-sept mille trois cent soixante treize (217.373) parts sociales attribuées en pleine propriété

Deux cent trente trois mille cinquante et une (233.051) parts sociales attribuées en nue-propriété

- A Madame Annette Roux

Quatre cent soixante six mille cent deux (466.102) parts sociales attribuées en usufruit

Treize mille trente neuf (13.039) parts sociales attribuées en pleine propriété

- A Monsieur Yves Lyon-Caen

Treize (13) parts sociales attribuées en pleine propriété.

L'assemblée décide que le montant de trois cent vingt-cinq mille trente cinq (325.035) euros correspondant à la différence entre la valeur de l'apport estimée à onze millions sept cent quarante huit mille sept cent quatre vingt-cinq (11.748.785) euros et la valeur de l'augmentation de capital dont question ci-dessus, à savoir onze millions quatre cent vingt trois mille sept cent cinquante (11.423.750) euros, sera porté dans un compte «prime de fusion».

Souscription

Intervient Monsieur Aurélien Latouche, avocat, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire de Madame Anne-Claude Roux, de Monsieur Louis-Claude Roux et de Madame Annette Roux, en vertu des procurations dont question ci-avant et en qualité de mandataire Monsieur Yves Lyon-Caen en vertu d'une procuration datée du 26 juillet 2010, qui après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La personne comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Madame Anne-Claude Roux:

- Deux cent dix-sept mille trois cent soixante treize (217.373) parts sociales attribuées en pleine propriété
- Deux cent trente trois mille cinquante et une (233.051) parts sociales attribuées en nue-propriété

La personne comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Monsieur Louis-Claude Roux:

- Deux cent dix-sept mille trois cent soixante treize (217.373) parts sociales attribuées en pleine propriété
- Deux cent trente trois mille cinquante et une (233.051) parts sociales attribuées en nue-propriété

La personne comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Madame Annette Roux:

- Quatre cent soixante six mille cent deux (466.102) parts sociales attribuées en usufruit
- Treize mille trente neuf (13.039) parts sociales attribuées en pleine propriété

La personne comparante déclare souscrire au nom et pour le compte de Monsieur Yves Lyon-Caen:

- Treize (13) parts sociales attribuées en pleine propriété

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentaire déclare qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités incombant à la Société Absorbante et du Projet de Fusion.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'étendre l'objet social de la Société afin d'y inclure la conception, le développement, la gestion, le financement et l'acquisition de tous projets immobiliers et de tous projets concernant l'univers maritime pour le compte de la société ou de toute société affiliée et en particulier à des fins de loisirs nautiques, de tourisme, de services portuaires et d'immobilier et la possibilité d'exercer toutes opérations industrielles, commerciales et financières, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la société.

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier la répartition du conseil de gérance de la Société en deux catégories de gérants:

- Gérants de catégorie A: chacun susceptible d'engager la société par leur seule signature individuelle;
- Gérants de catégorie B: chacun susceptible d'engager la société avec l'accord d'un gérant de catégorie A.

Septième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la Société en BERI 3000.

Huitième résolution

L'assemblée décide que suite à l'augmentation de capital dont question ci-dessus, le capital est fixé à un montant de onze millions quatre cent trente-six mille deux cent cinquante euros (EUR 11.436.250) représenté par neuf cent quatorze mille neuf cents (914.900) parts sociales d'une valeur nominale de douze euros cinquante cents (EUR 12,50) chacune et que les neuf cent quatorze mille neuf cents (914.900) parts sociales de la Société sont réparties en:

- Trois cent quatre mille neuf cent soixante quatre (304.964) parts sociales de classe A,
 - Trois cent quatre mille neuf cent soixante six (304.966) parts sociales de classe B et
 - Trois cent quatre mille neuf cent soixante dix (304.970) parts sociales de classe C,
- ayant les mêmes droits et obligations, et sont allouées aux associés de la société comme suit:

- A Madame Anne-Claude Roux:

Soixante douze mille cinq cent trente neuf (72.539) parts sociales de classe A attribuées en pleine propriété,

Soixante douze mille cinq cent trente neuf (72.539) parts sociales de classe B attribuées en pleine propriété,

Soixante douze mille cinq cent quarante (72.540) parts sociales de classe C attribuées en pleine propriété,
Soixante dix-sept mille sept cent soixante huit (77.768) parts sociales de classe A attribuées en nue-propiété,
Soixante dix-sept mille sept cent soixante neuf (77.769) parts sociales de classe B attribuées en nue-propiété,
Soixante dix-sept mille sept cent soixante neuf (77.769) parts sociales de classe C attribuées en nue-propiété,
- A Monsieur Louis-Claude Roux:

Soixante douze mille cinq cent trente neuf (72.539) parts sociales de classe A attribuées en pleine propriété,
Soixante douze mille cinq cent trente neuf (72.539) parts sociales de classe B attribuées en pleine propriété,
Soixante douze mille cinq cent quarante (72.540) parts sociales de classe C attribuées en pleine propriété,
Soixante dix-sept mille sept cent soixante huit (77.768) parts sociales de classe A attribuées en nue-propiété,
Soixante dix-sept mille sept cent soixante neuf (77.769) parts sociales de classe B attribuées en nue-propiété,
Soixante dix-sept mille sept cent soixante neuf (77.769) parts sociales de classe C attribuées en nue-propiété,
- A Madame Annette Roux:

Quatre mille trois cent quarante six (4.346) parts sociales de classe A attribuées en pleine propriété,
Quatre mille trois cent quarante six (4.346) parts sociales de classe B attribuées en pleine propriété,
Quatre mille trois cent quarante sept (4.347) parts sociales de classe C attribuées en pleine propriété,
Cent cinquante cinq mille cinq cent trente six (155.536) parts sociales de classe A attribuées en usufruit,
Cent cinquante cinq mille cinq cent trente huit (155.538) parts sociales de classe B attribuées en usufruit,
Cent cinquante cinq mille cinq cent trente huit (155.538) parts sociales de classe C attribuées en usufruit,
- A Monsieur Yves Lyon-Caen

Quatre (4) parts sociales de classe A attribuées en pleine propriété,
Quatre (4) parts sociales de classe B attribuées en pleine propriété,
Cinq (5) parts sociales de classe C attribuées en pleine propriété,

Neuvième résolution

L'assemblée décide de modifier les statuts afin de déterminer les droits attachés aux parts sociales de la Société faisant l'objet d'un démembrement.

Dixième résolution

L'assemblée décide de supprimer la version anglaise des statuts.

Onzième résolution

Consécutivement aux résolutions qui précèdent l'assemblée décide de procéder à la refonte des statuts de la Société qui à compter de la fusion auront la teneur suivante:

«Titre I^{er} . Forme - Dénomination - Durée - Siège - Objet

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous le nom de "BERI 3000 S.à r.l." (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telles que modifiées ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés et en toute autre lieu de la Ville de Luxembourg en vertu d'une décision du conseil de gérance.

Il pourra être créé, par décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. L'objet de la Société est la détention de participations, quelle qu'en soit la forme, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, la détention de fonds placements luxembourgeois ou étrangers, l'acquisition par achat, souscription ou de quelle autre manière, ainsi que la cession par vente et échange ou autrement de titres, fonds de placement, obligations et autres titres quelconques, et l'acquisition, l'administration, le développement et gestion de son portefeuille.

La Société pourra contracter des prêts et procéder à l'émission de titres, de certificats d'actions privilégiés, de titres de créances et d'obligations, convertibles ou non convertibles, dans les limites de la loi. La Société pourra accorder assistance, prêt, avance ou garantie aux ou en faveur des sociétés, sociétés fiduciaires ou autres entreprises dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, ou aux sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société a encore pour objet le conseil économique et toutes prestations de services annexes ou complémentaires, se rattachant directement à la profession de conseil économique. La Société aura également comme objet, tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, toutes activités consistant en la détention, par dépôt, acquisition ou souscription de licence, de tous droits de propriété industrielle ainsi que l'exploitation directement ou non, de tels droits.

La Société pourra prêter tous services concernés avec l'objet ici statué aux entreprises.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Comme objet de la Société et comme finalité en soi ou autrement, et que ce soit pour faire un bénéfice ou éviter une perte ou pour quelque autre but que ce soit, peu importe que la Société obtienne ou non rémunération ou bénéfice, elle peut s'engager dans des transactions monétaires et de taux d'intérêt et dans d'autres transactions financières ou d'autres transactions de quelle que nature qu'elles soient, y compris toute transaction, ayant pour objet ou, susceptible d'avoir pour objet, d'éviter, de réduire, de minimiser, de couvrir ou de gérer autrement le risque d'une perte, charge, dépense ou responsabilité résultant, ou qui pourrait résulter, directement ou indirectement, d'un change ou de changes d'un quelconque taux d'intérêt ou taux de change ou d'un prix ou d'une valeur d'une quelconque propriété, actif, produit, indice ou responsabilité ou de tout autre risque ou facteur affectant les affaires de la Société, y compris mais non limité à des opérations, peu importe qu'ils se réfèrent à des acquisitions, ventes ou autres, en devise étrangère ou irlandaise, contrats d'opérations au comptant et de cours des changes à terme, contrats de ventes à terme, caps, floors et collars, marchés à termes, options, swaps, et tous autres arrangements de taux d'intérêt de devise et de couverture et tous autres instruments similaires, ou dérivés de tout ce qui précède.

La Société a également pour objet tant au Luxembourg qu'à l'étranger, la conception, le développement, la gestion, le financement et l'acquisition de tous projets immobiliers et de tous projets concernant l'univers maritime pour le compte de la Société ou de toute société affiliée et en particulier à des fins de loisirs nautiques, de tourisme, de services portuaires et d'immobilier.

La Société peut exercer toutes opérations industrielles, commerciales et financières, quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes et susceptibles de faciliter le développement de la Société.

La Société peut exercer tous ses objets, ou l'un ou plusieurs d'eux comme une activité distincte ou à part ou comme son activité principale, exercer toute autre activité manufacturière ou autre que la Société pourrait s'avérer capable d'exercer de façon convenable en relation avec les activités qui précèdent ou avec l'une quelconque d'elles ou calculée directement ou indirectement pour améliorer la valeur ou rendre plus profitable une quelconque propriété ou droit de la Société.

La Société peut agir comme gérant, consultant, contrôleur et agent en faveur d'autres sociétés ou entreprises et fournir à ces sociétés et entreprises des services de gestion, de consultation, des services techniques, d'acquisition, de vente et autres et conclure les contrats nécessaires ou souhaitables en relation avec ce qui précède.

D'une manière générale, la Société pourra exercer tout contrôle, superviser et mener à bien toutes opérations qu'elle estimera nécessaires et utiles à la poursuite et au bon développement de son objet social.

Titre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à onze millions quatre cent trente-six mille deux cent cinquante euros (EUR 11.436.250) représenté par 914.900 (neuf cent quatorze mille neuf cents) parts sociales d'une valeur nominale de douze euros cinquante cents (EUR 12,50) chacune.

Les neuf cent quatorze mille neuf cents (914.900) parts sociales de la Société se divisent en

- 304.964 (trois cent quatre mille neuf cent soixante quatre) parts sociales de classe A,
- 304.966 (trois cent quatre mille neuf cent soixante six) parts sociales de classe B,
- 304.970 (trois cent quatre mille neuf cent soixante-dix) parts sociales de classe C,

Les droits et obligations attachés aux parts sociales de chaque classe visée ci-dessus seront identiques, pour autant qu'il n'en soit pas disposé autrement en vertu de la loi ou des présents statuts.

Art. 6. Toute assemblée générale des associés de la Société régulièrement constituée représente l'entière responsabilité des associés de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter ou ratifier tous actes relatifs aux opérations de la Société.

Sauf stipulation contraire contenue dans la loi, les décisions de l'assemblée générale des associés dûment convoquée seront prises à la majorité simple des présents et votants.

Le capital et d'autres dispositions des présents statuts peuvent, à tout moment, être changés par l'associé unique ou par la majorité des associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital. Les associés peuvent changer la nationalité de la Société par une décision unanime.

Si tous les associés sont présents ou représentés et s'ils confirment qu'ils ont été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 7. Chaque part donne droit à une voix dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

La Société reconnaît une seule personne par part; si une part est détenue par plus d'une personne, la Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'une personne ait été désignée comme en étant le seul propriétaire dans les relations avec la Société.

Chaque part sociale donne droit à une fraction de l'actif social et des bénéfices de la Société proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 8. Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un démembrement de propriété (usufruit/nue-propriété), soit à la souscription, soit par constitution d'un usufruit par un associé sur une ou plusieurs parts sociales qu'il détient, sous réserve des dispositions de l'article 10 des présents statuts.

En cas de démembrement de propriété des parts sociales:

- L'usufruitier aura les droits d'usufruit des parts sociales, ce qui inclut tous les droits attachés à la qualité d'associé de la Société, notamment le droit aux dividendes et le droit de vote à toute assemblée générale ordinaire et extraordinaire de la Société.

- Les sommes attribuées aux associés à la suite d'une distribution de réserve, d'un retrait, d'une réduction de capital ou de la liquidation totale ou partielle de la Société ou de toute autre opération de même nature, resteront soumis au même démembrement entre l'usufruitier et le nu-propriétaire. Si le paiement a lieu en espèces, les sommes revenant conjointement à l'usufruitier et au nu-propriétaire seront reportés sur des comptes bancaires démembrés ouverts pour l'usufruit au nom de l'usufruitier et pour la nue-propriété au nom du nu-propriétaire.

Art. 9. Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine de l'alinéa 1^{er} sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 10. Si la Société compte au moins deux associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Le transfert de parts sociales entre vifs à des non-associés est soumis à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

La cession ou la constitution d'un droit d'usufruit ou de nue-propriété sur des parts sociales est soumise au même agrément que la cession des parts sociales.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés, y compris à des héritiers réservataires ou au conjoint survivant de l'associé décédé, que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

La demande d'agrément doit être adressée au conseil de gérance de la Société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le conseil de gérance dispose d'un délai de trente jours pour réunir l'assemblée générale des associés et proposer l'agrément de la cession envisagée. En l'absence de réponse de la Société au-delà de ce délai de trente jours, la cession envisagée sera réputée avoir obtenu l'agrément demandé.

En cas de démembrement de propriété des parts l'agrément doit être donné par l'usufruitier.

En cas de transmission par décès, le refus d'agrément donné aux héritiers ou aux bénéficiaires d'institution testamentaires ou contractuelles entraîne l'obligation pour la Société de présenter un acheteur pour les parts de l'associé décédé. Si la Société n'a pas présenté d'acheteur dans un délai de trente jours suivant le refus de l'agrément, les héritiers ou aux bénéficiaires d'institution testamentaires ou contractuelles peuvent exiger le rachat des parts par la Société. En cas de désaccord des parties sur le prix de cession, le prix sera déterminé à dire d'expert. En cas de désaccord des parties sur la désignation d'un expert, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal d'arrondissement du siège social de la Société statuant sur requête de la partie la plus diligente.

Les héritiers ou les bénéficiaires d'institution testamentaires ou contractuelles ne peuvent pas provoquer la dissolution anticipée de la Société.

Art. 11. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ou de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Les créanciers, ayant droits ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Titre III. Administration

Art. 13. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui fixe le terme de son (leur) mandat.

Lorsque la Société a nommé un seul gérant, la Société sera liée dans toutes les circonstances par la signature de son seul gérant.

Lorsque la Société a nommé plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance composé de quatre à six membres comprenant deux gérants de catégorie A et deux à quatre gérants de catégorie B, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la Société. Dans ce cas, la Société sera liée dans toutes les circonstances par la signature unique d'un gérant de catégorie A ou par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la signature unique d'une personne à qui le pouvoir de signature sera délégué par le conseil de gérance.

Le gérant unique ou le conseil de gérance peuvent accorder des pouvoirs spéciaux par mandat notarié ou par acte sous seing privé.

Le(s) gérant(s) peu(ven)t être révoqué(s) à tout moment avec ou sans cause légitime.

Art. 14. Le conseil de gérance désignera un président parmi les gérants de catégorie A et le cas échéant un vice président parmi les gérants de catégorie A. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné aux gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, à apprécier de bonne foi par le Président, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par télégramme, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télégramme ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut remplacer plus d'un de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si tous les gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance (en ce compris par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires).

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion, et nécessitent le vote favorable des deux gérants de catégorie A.

En cas de partage des voix, la voix du Président du conseil de gérance sera prépondérante.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par télégramme, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, le tout constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 15. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le Président, ou en son absence, par le vice président ou par un gérant. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par un gérant.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé une telle réunion.

Les copies ou extraits de tels procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou à toute autre occasion seront signés par le président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 18. Le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition pour compte de la Société et dans l'intérêt de celle-ci.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance pourra déléguer ses pouvoirs de conduire les affaires courantes de la Société et la représentation de la Société pour de telles affaires, avec le consentement préalable de l'assemblée générale des associés, à un ou plusieurs membres du conseil de gérance ou à toute autre personne ou à tout comité (dont les membres n'ont pas à être gérants) délibérant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le conseil de gérance déterminera. Il pourra également confier

tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui ne doit pas nécessairement être gérant, nommer et révoquer tous cadres et employés, et fixer leur rémunération.

Art. 19. Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique, ou lorsqu'il y a plusieurs gérants, par la signature unique d'un gérant de catégorie A ou par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la signature unique d'une personne à qui le pouvoir de signature sera délégué par le conseil de gérance.

Art. 20. Dans l'exécution de leur mandat, les gérants ne sont pas responsables personnellement des engagements de la Société. En tant que mandataires de la Société, ils sont responsables de l'exercice correct de leurs obligations.

Art. 21. L'année sociale commencera le premier janvier et se terminera le trente et un décembre, à l'exception du premier exercice social qui débutera au jour de constitution de la Société et se terminera le trente et un décembre de l'année deux mille dix.

Art. 22. A la fin de chaque exercice, le conseil de gérance prépare les comptes annuels qui sont à la disposition des associés au siège social de la Société.

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfices nets de la Société est affecté à la réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés, sur recommandation du conseil de gérance, déterminera l'affectation des bénéfices nets annuels.

Des dividendes intérimaires pourront être distribués, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance,
2. ces comptes font apparaître un bénéfice y inclus les bénéfices reportés,
3. la décision de verser des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés,
4. le paiement est effectué lorsque la Société a obtenu l'assurance que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales) nommés par assemblée générale des associés décidant de la dissolution et fixant les pouvoirs et la rémunération des liquidateurs.

Art. 24. Tout ce qui n'est pas expressément réglementé par les présents statuts sera déterminé en concordance avec la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle qu'elle a été modifiée.»

Douzième résolution

L'assemblée décide de déplacer le siège de la Société Absorbante du 37 rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 10 avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Treizième résolution

L'assemblée décide de nommer les gérants suivants:

Gérants de catégorie A:

- Mme Annette Roux Administrateur de sociétés, née le 4 août 1942 à Saint Gilles Croix de vie (France) demeurant au 85, quai d'Orsay, F-75007 Paris (France),
- M. Yves Lyon-Caen, Administrateur de sociétés né le 29 juin 1950 à Paris (France) demeurant au 12, rue du Cherche-Midi, F-75006 Paris (France).

Gérants de catégorie B:

- Mme Anne-Claude Roux, Administrateur de sociétés née le 3 mars 1976 à Challans (France) demeurant au 85, quai d'Orsay, F-75007 Paris (France),
- Mr Louis-Claude Roux, Administrateur de sociétés, né le 15 juin 1982 à Challans demeurant au 8, rue de Condé, F-75006, Paris (France)
- Me Pierre-Pascal Bruneau, Avocat, né le 15 décembre 1954 à Neuilly-sur-Seine (France) demeurant au 21, rue Georges V, F-75008 (France).

Quatorzième résolution

L'assemblée décide de donner mandat à tout gérant de la Société, ainsi qu'à tout avocat de l'Etude Luther, établie à L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe, avec pouvoir individuel et faculté de substitution, de négocier et de signer au nom et pour le compte de la Société tous documents, procurations, procès-verbaux et tous actes nécessaires ou utiles à l'effet de la réalisation des points mentionnés à l'ordre du jour de la présente assemblée et d'adapter le registre des titres à la suite de la présente assemblée générale de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des dépenses en relation avec le présent acte est approximativement estimé à EUR 6.000 (six mille euros).

Dont acte, fait et passé et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, au mandataire des associés, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: M. NEZAR, C. NOEL, A. LATOUCHE, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 août 2010. Relation: LAC/2010/37359. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 2010.

Référence de publication: 2010115794/446.

(100131976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2010.

Gradel, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 38, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.197.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GRADEL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2010089608/12.

(100099011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Gradel Productions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8440 Steinfort, 38, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.021.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GRADEL PRODUCTIONS

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2010089609/13.

(100099006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Grandin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 18.236.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
07/07/2010. Signature.

Référence de publication: 2010089610/10.

(100099135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Gruppo Mobili e Salotti S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 60.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour G.M.S., GRUPPO MOBILI E SALOTTI S.A.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2010089611/12.

(100099000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Halm B.V., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 68.100,00.**

Siège de direction effectif: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 113.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 de Halm B.V. S.à.r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Halm B.V. S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2010089612/13.

(100099097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Halm Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 34.000,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 98.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 de Halm Holdings S.à.r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Halm Holdings S.à.r.l.

Signature

Référence de publication: 2010089613/13.

(100099099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Hellas Telecommunications (Luxembourg) III, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 107.291.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises en date du 30 juin 2010 que la société KPMG Audit S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, Allée Scheffer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.590, est nommée réviseur d'entreprises agréée avec effet au 20 mai 2010 pour les années sociales 2009 et 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089614/14.

(100099397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Home Maintenance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4418 Soleuvre, 60, rue de Belvaux.

R.C.S. Luxembourg B 133.914.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010089615/9.

(100099141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Hamalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 21.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HAMALUX S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2010089616/12.

(100098986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Harze JY s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 131.378.

Le Bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089618/10.

(100099227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

HBC Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 29, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 130.371.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 7 juillet 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010089619/10.

(100099356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Heck e Silva Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9230 Diekirch, 26, route d'Ettelbruck.

R.C.S. Luxembourg B 101.615.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HECK E SILVA SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2010089621/12.

(100098988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Herbro S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 28.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089622/10.

(100098691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

HR Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 78.679.

Extraits des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire Du 27 mai 2010

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société HR SERVICES S.A. tenue en date du 27 mai 2010 que la société V.O. Consulting Lux S.A., avec siège social à 8 rue Haute à L-4963 Clemency est nommée commissaire au comptes de la société, pour un nouveau mandat qui débute avec la vérification des comptes au 31.12.2009 et qui expirera immédiatement après l'Assemblée Générale statutaire de 2014.

Pour extrait conforme

RIES Diane

Référence de publication: 2010089623/14.

(100099254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Alphabridge Invest S.C.A. SICAF-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: USD 42.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 155.087.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, am vierten August.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Francis KESSELER mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Alphabridge Management S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 5, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, derzeit im Prozess der Registrierung mit dem luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister, Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Herrn Marcus PETER, Rechtsanwalt, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, gemäß privatschriftlich erteilter Vollmacht ausgestellt am 4. August 2010.

Die Vollmacht wurde vom Bevollmächtigten und dem unterzeichneten Notar „ne varietur“ unterzeichnet und bleibt dieser Urkunde zwecks Registrierung beigeheftet.

Die oben benannte Partei, handelnd in der oben benannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die Satzung einer luxemburgischen Kommanditgesellschaft auf Aktien in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (SICAV-SIF), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Hiermit wird zwischen der vorbenannten Partei und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien werden, eine luxemburgische Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions, S.C.A.) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable, SICAV) als spezialisierter Investmentfonds (fonds d'investissement spécialisé, FIS / specialised investment fund, SIF) unter dem Namen Alphabridge Invest S.C.A. SICAV-SIF (der „Fonds“) gegründet.

Der Fonds unterliegt dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, wie geändert, (das „Gesetz von 2007“).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Sitz des Fonds befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Geschäftsführenden Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit des Fonds an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit des Fonds zu Luxemburg; der Fonds bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft.

Art. 3. Dauer. Der Fonds wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Der Fonds kann jederzeit auf Vorschlag des Geschäftsführenden Komplementärs durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher den gleichen Anforderungen an das Anwesenheitsquorum und die Zustimmungsmehrheit unterliegt wie ein Beschluss zur Abänderung dieser Satzung, aufgelöst und in Liquidation versetzt werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Der ausschließliche Zweck des Fonds besteht in der Anlage der Investmentgelder zum Nutzen der Investoren des Fonds mit Blick auf ein ausgewogenes Renditeverhältnis sowie die Generierung laufender Erträge in zulässige Vermögenswerte mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen.

Der Fonds kann Wertpapiere, einschließlich Schuldinstrumente, durch Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs und im Einklang mit dem Gesetz von 2007 und der Vorschriften der Satzung ausgeben.

Der Fonds kann jegliche Maßnahmen ergreifen, jegliche Handlungen vornehmen und alle Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

Art. 5. Haftung. Die Alphabridge Management S.à r.l. ist Komplementär des Fonds (der „Geschäftsführende Komplementär“).

Als solches ist die Alphabridge Management S.à r.l. auch Geschäftsführer (gérant) und Aktionär des Fonds. Sie hält eine Aktie (die „Komplementärsaktie“), die weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Geschäftsführende Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt mit seinem Gesellschaftsvermögen für die Verbindlichkeiten des Fonds, die nicht aus dem Fondsvermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im folgenden die „Kommanditaktionäre“ und zusammen mit dem Geschäftsführenden Komplementär die „Aktionäre“) haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit dem Fonds. Einzig im Rahmen der Generalversammlung können die Kommanditaktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

Der Geschäftsführende Komplementär kann ebenfalls Kommanditaktien zeichnen.

Falls innerhalb des Fonds ein oder mehrere Teilfonds gegründet werden („Teilfonds“) beschränken sich die Rechte der Aktionäre und Gläubiger in Bezug auf einen Teilfonds inklusive der Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds entstehen auf die Vermögenswerte diese Teilfonds.

Art. 6. Anlageziele / Anlagepolitik. Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Geschäftsführende Komplementär sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik des Fonds als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten des Fonds und kann entsprechend in eigener Verantwortung das Prospekt abändern.

Art. 7. Gesellschaftskapital. Das Aktienkapital des Fonds wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem gesamten Nettoinventarwert des Fonds berechnet gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Mindestbetrag des Nettoinventarwerts des Fonds liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei dem US-Dollar Gegenwert von einer Million und zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung des Fonds als luxemburgischer spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

Das Gründungskapital des Fonds belief sich auf zweiundvierzig tausend US-Dollar (USD 42.000,-) welcher Wert mindestens einunddreißig tausend Euro (EUR 31.000,-) entspricht und war in einundvierzig (41) Kommanditaktien ohne Nennwert (die „Kommanditaktien“ und zusammen mit der Komplementärsaktie die „Aktien“) und eine (1) Komplementärsaktie ohne Nennwert, die alle durch den Geschäftsführenden Komplementär gezeichnet wurden, eingeteilt. Bei der Fondsgründung wurden die Aktien vollständig eingezahlt.

Der Geschäftsführende Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, (das „Gesetz von 1915“) und des Gesetzes von 2007 jederzeit beschließen:

- (i) dass Aktien des Fonds verschiedenen zu errichtenden Teilfonds angehören;
- (ii) Teilfonds zu gründen und zu liquidieren;

(iii) dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden;

(iv) dass für neue Aktien oder Aktienklassen Vorkaufs- oder Vorzugsrechte bestehender Aktionäre des Fonds beschränkt oder ausgeschlossen sind;

(v) dass die Aktienklassen des Fonds bzw. seiner Teilfonds in unterschiedlichen Währungen notiert sein können;

(vi) dass jede Aktienklasse spezifischen Verkaufs- und Rücknahmegebührenstrukturen unterliegen können; und/oder

(vii) dass stimmrechtslose Vorzugsaktien ausgegeben werden können, soweit diese nicht mehr als die Hälfte des gesamten Gesellschaftskapitals ausmachen,

wie jeweils vom Geschäftsführenden Komplementär nach freiem Ermessen bestimmt und im Verkaufsprospekt des Fonds beschrieben.

Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettoinventarwerts des Fonds.

Art. 8. Aktien/ Aktienzertifikate. Die Kommanditaktien sind ausschließlich sachkundigen Anlegern (investisseur averti) im Sinne des Artikel 2 (1) des Gesetzes von 2007, und wie mit weiteren Einschränkungen im Verkaufsprospekt definiert, vorbehalten (die „Sachkundigen Anleger“ und jeder einzelne ein „Sachkundiger Anleger“).

Die Aktien werden ausschließlich als registrierte Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister im Namen des Fonds am Sitz der Register- und Transferstelle des Fonds geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Wohn- bzw. Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung einer Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Geschäftsführenden Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Ein Nachweis über die gezeichneten Aktien wird lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt.

Falls ein Kommanditaktionär Kommanditaktien nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein Sachkundiger Anleger sein.

Die Übertragung einer Aktie wird durch Abänderung des Aktionärsregisters durchgeführt und wirksam.

Jeder Inhaber von Aktien muss dem Fonds seine Adresse sowie jede Adressenänderung zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen des Fonds gegenüber Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse gesandt werden.

Sofern ein Aktionär eine Adressenänderung nicht mitgeteilt hat und dem Fonds keine gültige Adresse vorliegt, kann der Fonds zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz des Fonds vermutet, bis der Aktionär dem Fonds eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung durch den Geschäftsführenden Komplementär angenommen wurde und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Der Fonds erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an.

Der Fonds kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen des Fonds auf einer (Pro-rata) Basis.

Art. 9. Sachkundiger Anleger. Jeder Anleger des Fonds muss ein Sachkundiger Anleger im Sinne des Artikels 2 (1) des Gesetzes von 2007, und wie mit weiteren Einschränkungen im Verkaufsprospekt definiert, sein.

Der Geschäftsführende Komplementär oder die von ihm zum Empfang des Antrags auf Zeichnung von Kommanditaktien ermächtigten Vertreter, falls ernannt, können von den potentiellen Anlegern solche Informationen und Dokumente anfordern, welche erforderlich sind um den Status als Sachkundiger Anleger nachzuweisen.

Jeder Anleger, welcher Kenntnis davon erlangt, dass er/sie kein Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 ist, muss diesen Umstand schriftlich und unverzüglich dem Geschäftsführenden Komplementär und der Register- und Transferstelle des Fonds anzeigen.

Falls ein Anleger nicht innerhalb von drei (3) Bankgeschäftstagen nach Aufforderung durch den Geschäftsführenden Komplementär schriftlich nachweisen kann, dass er als Sachkundiger Anleger qualifiziert ist, können die Kommanditaktien dieses Anlegers durch Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs durch den Fonds zwangsweise zurückgekauft werden. Der Rückkaufspreis dieser zurückgekauften Kommanditaktien richtet sich nach dem Bestimmungen des jeweils gültigen Verkaufsprospekts des Fonds.

In Ergänzung zu den anwendbaren gesetzliche Haftungsvorschriften verpflichtet sich jeder Kommanditaktionär, der nicht als Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 qualifiziert ist, den Fonds, den Geschäftsführenden Komplementär, die anderen Kommanditaktionäre des Fonds und/oder die Vertreter des Fonds für alle Schäden, Verluste und Aufwendungen, die aufgrund seiner Beteiligung an dem Fonds entstanden sind, schadlos zu halten und zu entschädigen, vorausgesetzt der betroffene Kommanditaktionär hat (i) irrtümliche oder falsche Angaben oder Darstellungen gemacht und somit fälschlicherweise den Eindruck hervorgerufen er sei ein Sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 oder (ii) den Verlust des Status als Sachkundiger Anleger dem Fonds nicht unverzüglich mitgeteilt.

Der Fonds kann den Besitz von Kommanditaktien des Fonds bzw. eines Teilfonds durch jegliche natürliche oder juristische Person beschränken oder ausschließen sofern nach dem Ermessen des Geschäftsführenden Komplementärs ein solcher Besitz dem Gesellschaftszweck widersprechen würde, nicht im Interesse der Aktionäre wäre, zur Verletzung

luxemburgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften führen würde oder wenn aus diesem Grund der Fonds steuerliche oder finanzielle Nachteile erleiden könnte.

Art. 10. Ausgabe von Kommanditaktien. Die Zeichnung von Kommanditaktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Kommanditaktionäre zu den im Verkaufsprospekt genannten Bedingungen erlaubt. Der Ausgabepreis der Kommanditaktien ist auf die Weise zu entrichten, wie sie der Geschäftsführende Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt ausführlich beschrieben hat.

Der Geschäftsführende Komplementär kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Kommanditaktienpreis neu auszugebender Kommanditaktien entgegenzunehmen, sowie die Kommanditaktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Der Geschäftsführende Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Kommanditaktien im Einklang mit den Vorschriften des Verkaufsprospekts auszusetzen.

Komplementärsaktien können jederzeit zum anwendbaren Nettoinventarwert durch den Geschäftsführenden Komplementär gezeichnet werden.

Art. 11. Rücknahme und Umtausch von Kommanditaktien. Die Kommanditaktionäre können unter den im Verkaufsprospekt genannten Bedingungen ihre Kommanditaktien an den Fonds zurückgeben.

Der Geschäftsführende Komplementär kann ausnahmsweise eine zwangsweise Rücknahme der Kommanditaktien eines Kommanditaktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Kommanditaktien des betreffenden Kommanditaktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder des Fonds geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (wie z.B., dass es sich bei dem betreffenden Kommanditaktionär nicht um einen Sachkundigen Anleger handelt) oder (iii) bewirken kann, dass der Fonds in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen des Fonds in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Geschäftsführende Komplementär beschließen, Kommanditaktien oder -bruchteile zurückzukaufen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten des Fonds an die Aktionäre auszahlen zu können. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Aktienkapital des Fonds. Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettoinventarwert am Tag der Rücknahme. Die von dem Fonds zurückgenommenen Kommanditaktien werden in den Büchern des Fonds annulliert.

Die Rücknahme von Kommanditaktien ist ausgeschlossen, wenn infolge der Auszahlung der gesetzliche Mindestnettoinventarwert unterschritten würde.

Der Umtausch von Kommanditaktien eines Teilfonds in Kommanditaktien eines anderen Teilfonds ist nur mit vorheriger Zustimmung des Geschäftsführenden Komplementärs möglich.

Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwertes. Zwecks Bestimmung des Wertes der Aktien einzelner nicht in US-Dollar denominierter Aktienklassen des Fonds bzw. seiner Teilfonds kann der in US-Dollar berechnete Nettoinventarwert einer solchen Aktienklasse in der Währung dieser Aktienklasse, z. B. in Euro, Schweizer Franken oderritisches Pfund Sterling ausgedrückt werden. Das Kapital des Fonds entspricht der Summe des Nettoinventarvermögens aller Aktienklassen ausgedrückt in US-Dollar. Einzelheiten zu Währungsumrechnungen finden sich im Verkaufsprospekt.

Die Eigenschaften der angebotenen Aktienklassen sind im Verkaufsprospekt ausführlich beschrieben.

Wenn der Fonds Aktien ausgibt, umwandelt und/oder zurückkauft, wird der Preis pro Aktie nach dem Nettoinventarwert pro Aktie (der „Nettoinventarwert“) berechnet.

Vorbehaltlich der Vorschriften dieses Artikels 12 ist der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse von dem Geschäftsführenden Komplementär, bzw. von zu diesem Zweck durch den Geschäftsführenden Komplementär bestellten Vertreter, sooft wie im Verkaufsprospekt des Fonds erwähnt.

Der Geschäftsführende Komplementär kann jederzeit durch Beschluss die Modalitäten zur Bestimmung des Nettoinventarwertes und anschließend den Verkaufsprospekt dahingehend abändern, und die Aktionäre nach den Vorgaben des Verkaufsprospekts über die Änderung informieren.

Der Fonds kann in folgenden Fällen auf Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs jederzeit die Berechnung des Nettoinventarwertes einer oder mehreren Aktienklasse(n) aussetzen sowie die Ausgabe, Rücknahme und/oder Umwandlung von Aktien einer oder mehreren Aktienklasse(n) einstellen:

(i) während jeder Zeitspanne (welche nicht übliche Feiertage oder Wochenendtage sind), in welcher der Markt oder eine Börse, an welchem ein wesentlicher Teil der Anlage des Fonds notiert ist, geschlossen ist oder in der Geschäfte beschränkt oder ausgesetzt sind; oder

(ii) während einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen, die normalerweise bei der Bestimmung des Preises einer Anlage des Fonds oder der laufenden Preise an einer Börse benutzt werden; oder

(iii) falls aus irgendeinem anderen Grund die Preise der Anlagen, welche der Fonds besitzt, nicht angemessen, umgehend und richtig bestimmbar sind; oder

(iv) während einer Zeit, zu der die Überweisung von Beträgen oder Übertragung von Vermögenswerten, welche bei der Realisierung der Abwicklung oder bei der Bezahlung von Anlagen des Fonds zu tätigen sind oder zu tätigen sein sollten, nach Auffassung und im Ermessen des Geschäftsführenden Komplementärs nicht zu normalen Umrechnungskursen vorgenommen werden können; oder

(v) folgend einer möglichen Entscheidung, den Fonds oder den Geschäftsführenden Komplementär aufzulösen; oder

(vi) folgend einer Anpassung oder Überarbeitung der Berechnungsmethode zur Ermittlung des Nettoinventarwertes des Fonds oder des Wertes von wesentlichen Anteilen des Fondsvermögens; oder

(vii) folgend einem Wechsel oder einer Insolvenz eines zur Bewertung der Anlagegegenstände beauftragten externen Gutachters; oder

(viii) falls der Fortbestand der Depotbank oder beauftragter Unterverwahrer gefährdet erscheint; sowie

(ix) unter allen anderen im Verkaufsprospekt des Fonds bezeichneten Bedingungen.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes wird den Personen, die davon wahrscheinlich betroffen werden, im Einklang mit den Bestimmungen des Verkaufsprospektes mitgeteilt.

Der Nettoinventarwert der Aktien des Fonds wird für jede Aktienklasse des Fonds und als Preis pro Aktie in der für die relevante Aktienklasse geltenden Referenzwährung oder in einer anderen Währung, die vom Geschäftsführenden Komplementär bestimmt wird, ausgedrückt. Der Nettoinventarwert wird wie im Verkaufsprospekt erwähnt bestimmt.

Der Nettoinventarwert der Vermögenswerte jeder Aktienklasse wird in folgender Weise bestimmt:

(i) Nicht notierte Wertpapiere, Finanzinstrumente oder Unternehmensbeteiligungen werden zum vom jeweiligen Emittenten bzw. Unternehmen mitgeteilten Marktwert bewertet. Wird kein Marktwert publiziert wird der Verkaufspreis von dem Geschäftsführenden Komplementär oder seinem Beauftragten nach allgemein anerkannten, von unabhängigen Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln bewertet, um eine angemessene und faire Bewertung zu erreichen.

(ii) Wertpapiere und Finanzinstrumente, die an einer Börse notiert sind, oder auf einem anderen geregelten Markt, der regelmäßig tätig, anerkannt und für Investoren geöffnet ist, werden aufgrund der letzten verfügbaren Schlusspreise im relevanten Markt zum Zeitpunkt der Bewertung bewertet. Falls Aktien oder Finanzinstrumente an verschiedenen Märkten notiert sind, wird der Wert des Wertpapiers am hauptsächlichen Markt verwendet. Falls kein Kurs vorhanden ist oder falls der Kurs des Marktpreises nicht repräsentativ ist, wird die Bewertung vom Geschäftsführenden Komplementär oder seinem Beauftragten nach Treu und Glauben vorgenommen, um den mutmaßlichen Verkaufspreis zu bestimmen.

(iii) Festgeldanlagen werden zum Nominalwert zzgl. fälliger Zinsen bewertet. Festgeldanlagen deren Fälligkeit mehr als dreißig (30) Tage beträgt, können zum vertraglich vereinbarten Ertrag bewertet werden, falls zwischen dem Fonds und der Bank, bei der die Festgeldanlagen angelegt sind, ein Vertrag geschlossen wurde, wonach die Festgeld jederzeit gekündigt werden können und der preisangepasste Ertrag dem Verkaufswert entspricht.

(iv) Der Wert von Kassenbeständen oder Depositen, Wechseln, Inhaberschuldverschreibungen, verbrieften Forderungen und Buchforderungen, im Voraus gezahlten Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen, welche fällig oder aufgelaufen sind und noch nicht ausgezahlt wurden, sind zum vollen Betrag anzusetzen (einschließlich eventuelle aufgelaufene Zinsen), es sei denn, dass es unwahrscheinlich ist, dass dieser Wert überhaupt oder in voller Höhe ausgezahlt wird; in diesem Fall wird der Wert nach Berücksichtigung eines vom Geschäftsführenden Komplementär als richtig befundenen Abzugs um den richtigen Wert widerzuspiegeln festgelegt.

(v) Der Wert von nicht an einer Börse oder an anderen geregelten Märkten gehandelten Termin- und Optionsverträgen, entspricht dem Nettoinventarwert, wie er gemäß den vom Geschäftsführenden Komplementär aufgestellten und auf jede Art von Verträgen einheitlich angewendeten Bestimmungen festgestellt wird. Der Wert von an einer Börse oder an anderen geregelten Märkten gehandelten Termin- und Optionsverträgen beruht auf dem letzten erhältlichen Schlusskurs dieser Verträge an den Börsen oder geregelten Märkten an denen der Fonds diese Termin- und Optionsverträge handelt; falls am Tag der Bestimmung des Nettoinventarwerts ein Termin- oder Optionsvertrag nicht aufgelöst werden kann, soll der Wert eines Vertrages den Wert betragen, den der Geschäftsführende Komplementär für richtig und angemessen erachtet.

(vi) Zinsswaps werden zum Marktwert, der durch Bezugnahme auf die anwendbare Zinssatzkurve bestimmt wird, bewertet. Swaps, die sich auf Indizes und Finanzinstrumente beziehen, werden zum Marktwert, der durch Bezugnahme auf den anwendbaren Index oder das Finanzinstrument bestimmt wird, bewertet. Die Bewertung der auf einen Index oder Finanzinstrument bezogenen Swapverträge basiert auf dem nach Treu und Glauben und gemäß einem vom Geschäftsführenden Komplementär bestimmten Verfahren ermittelten Marktpreis. Sonstige Swaps werden in Übereinstimmung mit den ihnen zu Grunde liegenden Vertragsbestimmungen bewertet.

(vii) Sämtliche sonstige Vermögenswerte werden zu ihrem mutmaßlichen Marktwert bewertet, wie dieser von dem Geschäftsführenden Komplementär oder seinem Beauftragten aufgrund anerkannter Bewertungsregeln bestimmt wird, und die vom Wirtschaftsprüfern nachgeprüft werden können, um eine geeignete und angemessene Bewertung der gesamten Vermögensgegenstände jeder Aktienklasse zu erreichen.

(viii) Alle anderen vom Fonds erworbenen Vermögenswerte oder Vermögenswerte in die der Fonds investiert ist, werden wie vom Geschäftsführenden Komplementär in sonstiger Weise beschlossen bewertet; diese Bewertungsmethoden werden im Verkaufsprospekt des Fonds beschrieben.

Der Geschäftsführende Komplementär kann nach freiem Ermessen und in eigener Verantwortung der Verwendung anderer Bewertungsmethoden, welche vom Wirtschaftsprüfer nachgeprüft werden können, und im Verkaufsprospekt aufgeführt sind, zustimmen, falls er entscheidet, dass diese Bewertung den Marktwert jeglicher Vermögensgegenstände des Fonds besser ausdrückt.

Außerdem werden erforderliche Reserven für Aufwendungen, Vertriebsgebühren und sonstige Gebühren insbesondere Währungssicherungsgeschäfte, die für jede Aktienklasse eingegangen sind, für jede Aktienklasse geführt.

Falls die Durchführung der Bewertung aufgrund besonderer Umstände, wie zum Beispiel aufgrund eines versteckten Ausfallrisikos, unmöglich oder unrichtig im Einklang mit den obigen Regeln würde, kann der Geschäftsführende Komplementär oder sein Beauftragter andere allgemein anerkannte Bewertungsgrundsätze, welche von einem Wirtschaftsprüfer nachprüfbar sind, verwenden um eine geeignete und angemessene Bewertung der gesamten Vermögensgegenstände jeder Aktienklasse zu erreichen.

Der Anteil des jeder Aktienklasse zurechenbaren Nettoinventarwerts wird gemäß dem Verhältnis zwischen ausgegebenen Aktien jeder Aktienklasse und der Anzahl ausgegebener Aktien bestimmt und wird gegebenenfalls im Zusammenhang mit den ausbezahlten Ausschüttungen und der Ausgabe und dem Rückkauf von Aktien wie folgt angepasst:

(1) Immer dann, wenn Ausschüttungen im Zusammenhang mit ausschüttenden Aktien vorgenommen werden, wird der Nettoinventarwert dieser Aktienklasse um den Betrag dieser Ausschüttung vermindert (demzufolge verringert sich der Anteil Nettoinventarwerts, der dieser Aktienklasse zuzurechnen ist). Falls thesaurierende Aktien ausgegeben werden, bleibt ihr Nettoinventarwert unverändert (demzufolge erhöht sich der Anteil des Nettoinventarwerts, der dieser Aktienklasse zuzurechnen ist).

(2) Wenn Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, wird der Nettoinventarwert, der jeder Aktienklasse zuzurechnen ist, um den ein- oder ausgezahlten Betrag erhöht oder gemindert.

Der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse wird gemäß dieses Artikels 12 und wie vom Geschäftsführenden Komplementär ermittelt bestimmt und wird jedem Aktionär des Fonds auf Antrag zur Verfügung gestellt. Der Geschäftsführende Komplementär kann von Zeit zu Zeit die Berechnungsperiode des Nettoinventarwerts des Fonds abändern.

Außer im Falle von Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offensichtlichem Irrtum ist jede Entscheidung des Geschäftsführenden Komplementäres oder eines Beauftragten des Geschäftsführenden Komplementärs bezüglich der Berechnung des Nettoinventarwertes endgültig und bindend gegenüber dem Fonds sowie gegenüber gegenwärtigen, ehemaligen oder künftigen Aktionären. Das Ergebnis der Berechnung

des Nettoinventarwertes wird von einem Mitglied des Komplementärs oder einem ordnungsgemäß genehmigten Delegierten des Geschäftsführenden Komplementärs bestätigt. Geschäftsführenden Beauftragten oder

Art. 13. Geschäftsführender Komplementär. Der Fonds wird von der Alphabridge Management S.à r.l. als Geschäftsführender Komplementär geführt. Der Geschäftsführende Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht.

Im Falle der gesetzlichen Unfähigkeit, Liquidation oder aufgrund einer anderen dauerhaften Situation, die den Geschäftsführenden Komplementär davon abhalten, als Geschäftsführender Komplementär des Fonds zu handeln, soll der Fonds nicht sofort aufgelöst und liquidiert werden, solange und soweit ein Verwalter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ernannt wird um dringende oder bloße Verwaltungsangelegenheiten durchzuführen, bis eine Hauptversammlung von Aktionären abgehalten wird, die einen solchen Verwalter innerhalb von fünfzehn (15) Kalendertagen nach seiner Ernennung einberufen soll. Bei dieser Generalversammlung können die Aktionäre durch Beschluss, welcher den gleichen Anforderungen an das Anwesenheitsquorum- und die Zustimmungsmehrheit unterliegt wie ein Beschluss zur Abänderung dieser Satzung, einen Nachfolgegeschäftsführer oder Geschäftsführenden Komplementär ernennen. Schlägt eine solche Ernennung fehl, soll der Fonds aufgelöst und liquidiert werden.

Jede solche Ernennung eines Nachfolgegeschäftsführers oder Geschäftsführenden Komplementärs bedarf nicht der Zustimmung des Geschäftsführenden Komplementärs.

Der Geschäftsführende Komplementär kann seine Komplementäraktie ohne Beschränkung an Dritte im Einklang mit luxemburgischem Recht übertragen. Diese dritte Person wird dann der neue Geschäftsführende Komplementär. Der Geschäftsführende Komplementär wird die Aktionäre ausreichend im Voraus über diese Übertragung informieren.

Art. 14. Befugnisse des Geschäftsführenden Komplementärs. Der Geschäftsführende Komplementär verfügt über die umfassenden Kompetenzen, um alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszwecks durchzuführen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Geschäftsführenden Komplementär getroffen werden.

Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre bedarf der Zustimmung durch den Geschäftsführenden Komplementär.

Der Geschäftsführende Komplementär erhält für die Ausübung seiner Verwaltungstätigkeit eine Vergütung wie im Verkaufsprospekt definiert.

Der Geschäftsführende Komplementär kann Anlageberater, Vermögensverwalter und andere Dienstleistungsanbieter im Einklang mit den Vorschriften des luxemburgischen Rechts ernennen. Der Geschäftsführende Komplementär kann

Dienstleistungsverträge mit Dienstleistungsanbietern für Rechnung des Fonds abschließen, welche die Dienstleistungsaufgaben, Bevollmächtigungsbefugnisse und Vergütungsansprüche regeln.

Art. 15. Anlageziele / Anlagepolitik / Anlagegrenzen. Der Geschäftsführende Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch den Fonds zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten des Fonds, so wie diese im Verkaufsprospekt im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

Art. 16. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird der Fonds rechtsgültig durch den Geschäftsführenden Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

Art. 17. Haftung / Freistellung. Soweit gesetzlich erlaubt stellt der Fonds den Geschäftsführenden Komplementär, ihre Geschäftsführer, Manager, Gremienmitglieder, Beauftragten und Angestellten (jeder eine „Freigestellte Partei“) voll umfänglich von allen Ansprüchen, Verbindlichkeiten, Schäden, Verlusten, Kosten und Ausgaben frei, die der Freigestellten Partei aus ihrer Tätigkeit für den Fonds erwachsen können. Die Freistellung umfasst insbesondere alle Geldstrafen und Beträge, die aufgrund von Urteilen, Schiedssprüchen sowie gerichtlichen und außergerichtlichen Vergleichen anfallen sowie andere Kosten und Ausgaben, die durch eine Freigestellte Partei übernommen werden und entstehen oder mit der Tätigkeit des Fonds oder in sonstiger Weise im Zusammenhang stehen. Ein Anspruch auf Freistellung durch die Freigestellte Partei gegen den Fonds besteht nicht, insoweit solche Schäden aus einem gegenüber dem Fonds begangenen Betrug, aufgrund grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlicher Pflichtverletzung resultieren.

Art. 18. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird der Fonds einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, wie abgeändert, (die „Depotbank“) abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch der Fonds sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Geschäftsführende Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 19. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre des Fonds. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre des Fonds, unter der Voraussetzung, dass der Geschäftsführende Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Geschäftsführenden Komplementärs in Luxemburg zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Fondsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird jeweils am letzten Mittwoch des Monats Juni um 15 Uhr am Sitz des Fonds oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort in Luxemburg abgehalten; ist dieser Tag ein Feiertag in Luxemburg, findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Bankgeschäftstag statt.

Die Einladung zu den Generalversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Aktionär an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Geschäftsführenden Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Geschäftsführende Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Je Teilfonds und/oder Aktienklasse können separate Generalversammlungen abgehalten werden sofern lediglich die Rechte der Aktionäre des Teilfonds und/oder der Aktienklasse betroffen sind.

Der Geschäftsführende Komplementär kann sämtliche sonstige Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, mit Ausnahme von Vorzugsaktien, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Jeder Beschluss der Generalversammlung bedarf der Zustimmung des Geschäftsführenden Komplementärs.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz von 1915 oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Generalversammlung eine Änderung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des gezeichneten und eingezahlten Aktienkapitals des Fonds - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen und erklärten Stimmrechte, und (iii) der Zustimmung des Geschäftsführenden Komplementärs.

Art. 20. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 21. Jahresbericht. Der Fonds veröffentlicht regelmäßig einen Jahresbericht über ihre Aktivitäten und über die Entwicklung ihrer Vermögenswerte. Dieser Bericht enthält die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, eine ausführliche Beschreibung der Vermögenswerte sowie den Bericht des Wirtschaftsprüfers. Die Jahresberichte werden den Aktionären per E-Mail übersandt; auf ausdrücklichen Wunsch des Aktionärs können diese auch per Post versendet werden.

Art. 22. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht des Fonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und vom Fonds bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 23. Ausschüttungen. Die Verwendung des Nettojahresergebnisses des Fonds bzw. eines jeden Teilfonds wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Geschäftsführenden Komplementärs festgelegt.

Der Geschäftsführende Komplementär kann Zwischenausschüttungen beschließen wobei die Vorschriften des Gesetzes von 1915 nicht anwendbar sind. Der Beschluss über die Zwischenausschüttungen bedarf keiner Beschlussfassung der Generalversammlung.

Unabhängig vom Ergebnis des jeweiligen Geschäftsjahres wird angestrebt, dass die Teilfonds jährlich eine bestimmte Rendite ihres Nettovermögens ausschütten, wie näher im Verkaufsprospekt dargestellt, sofern (i) der jeweilige Teilfonds nach der Ausschüttung über ausreichende Liquidität verfügen würde, um seine fälligen Verbindlichkeiten und Kosten zu tragen, und (ii) diese Ausschüttung keinen Verstoß gegen die auf den Fonds und den jeweiligen Teilfonds anwendbaren zwingenden Gesetze, insbesondere das Gesetz von 2007, darstellt. Die Zahlung dieser Rückflüsse erfolgt jeweils an die im Aktionärsregister vermerkte Adresse und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung.

Rückflüsse werden in der Währung der jeweiligen Aktienklasse zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt, wie dies der Geschäftsführende Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass der Nettoinventarwert des Fonds keinesfalls den Betrag des US-Dollar Gegenwerts von EUR 1.250.000,- fallen darf.

Art. 24. Auflösung und Liquidation des Fonds. Der Fonds kann auf Vorschlag des Geschäftsführenden Komplementärs gemäß den Bestimmungen dieser Satzung, des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung, in Übereinstimmung mit den Anforderungen an das Anwesenheitsquorum- und die Zustimmungsmehrheit wie sie für Satzungsänderungen gelten, aufgelöst werden. Diese Entscheidung bedarf der ausdrücklichen Zustimmung des Geschäftsführenden Komplementärs.

Im Falle der Liquidation des Fonds wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Die Liquidatoren müssen alle Anforderungen in Bezug auf Redlichkeit und Professionalität erfüllen. Die Generalversammlung beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Die Liquidatoren sollen die Vermögenswerte des Fonds im besten Interesse der Aktionäre verwerten und sollen den Netto-Liquidationserlös des Fonds (nach Abzug der Liquidationskosten- und gebühren) an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an dem Fonds verteilen.

Art. 25. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds. Der Geschäftsführende Komplementär kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds zusammenzulegen oder einen oder mehrere Teilfonds aufzulösen, indem die betroffenen Aktien zurückgekauft werden und den betroffenen Aktionären der zuletzt erhältliche Nettoinventarwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds zurückerstattet wird. Der Geschäftsführende Komplementär kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen zu verschmelzen.

Der Geschäftsführende Komplementär ist nur befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen:

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teilfonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von einem Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Der Liquidationserlös verfällt nach dreißig (30) Jahren.

Der Beschluss des Geschäftsführenden Komplementärs, die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds mit einem oder mehreren anderen Teilfonds oder mit einem anderen luxemburgischen spezialisierten Investmentfonds oder Organismus für gemeinsame Anlagen vorzunehmen, wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. Im Falle der Verschmelzung mit einem luxemburgischen "fonds commun de placement" ist der Beschluss nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend.

Art. 26. Anwendbares Recht. In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetz von 1915 und des Gesetzes von 2007, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung des Fonds und endet am 31. Dezember 2010.

Die erste Generalversammlung der Aktionäre findet in 2011 statt.

Zeichnung und Einzahlung

Nachdem die oben erwähnte Satzung festgelegt wurde, erklärte die erschienene Partei, das gesamte Kapital des Fonds wie folgt zu zeichnen:

Alphabridge Management S.à r.l., vorbenannt:	1 Komplementärsaktie
Alphabridge Management S.à r.l., vorbenannt:	41 Kommanditaktien
Total:	42 Aktien

Alle Anteile wurden vollständig einbezahlt, so dass vorgenannte Summe von zweiundvierzig tausend US-Dollar (USD 42.000,-), die vollständig dem Kapital des Fonds zugewiesen wird, von jetzt an dem Fonds zur Verfügung steht, wie dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Die dem Fonds aus Anlass ihrer Gründung entstehenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf zweitausend siebenhundert euro (€ 2.700,-) angesetzt.

Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gründung des Fonds haben die Aktionäre auf einer Generalversammlung folgendes beschlossen:

I. Der eingetragene Sitz des Fonds befindet sich in 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxemburg.

II. Die nachfolgende Person wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der ersten Generalversammlung der Aktionäre im Jahre 2011 bestellt:

BDO Audit S.A.

2, Avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxemburg

Worauhin, die vorliegende Urkunde in Luxemburg, am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt, erstellt wurde.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Partei, welche dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt ist, verlesen wurde, hat die erschienene Person gemeinsam mit, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: Peter, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 06 août 2010. Relation: EAC/2010/9648. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2010115209/476.

(100131197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2010.

Pascal Investissements Luxembourg (PIL) S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 139.016.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une lettre recommandée en date du 1^{er} juillet 2010 que le siège social de la société anonyme PASCAL INVESTISSEMENTS LUXEMBOURG (PIL), RC Luxembourg B n°139016, a été dénoncé avec effet au 1^{er} juillet 2010.

Patrick WEINACHT.

Référence de publication: 2010090477/10.

(100099458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Joaro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3348 Leudelange, 11, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 123.868.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010089638/9.

(100099147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Kronborg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 74, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 144.790.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kronborg S.A.

Laurent NIEDNER

Administrateur unique

Référence de publication: 2010089639/13.

(100099447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

KDO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9209 Diekirch, 7, d'Baach Aus.

R.C.S. Luxembourg B 134.460.

—
Le Bilan au 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089640/10.

(100099262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

KILLI FILMS René Kitzler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8058 Bertrange, 3, Beim Schlass.

R.C.S. Luxembourg B 83.110.

—
Le Bilan au 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089641/10.

(100099263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Kornerlux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 57.325.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010089642/10.

(100098707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

L.E.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, ZAC Langwies - rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 75.534.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2010089643/11.

(100098816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

L&T Advisers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 146.318.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2010089644/10.

(100099124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Lënster Energie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale Langwies.

R.C.S. Luxembourg B 126.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2010089645/11.

(100098822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

La Frigorifique de Transport International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Z.I. rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 112.092.

Le Bilan au 1^{er} janvier au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089646/10.

(100099264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Leander Financial S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 140.279.

Le bilan au 31 Décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 juillet 2010.
Luxembourg Corporation Company SA
Signatures

Référence de publication: 2010089647/12.

(100099053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

La Gardia S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 25.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 juillet 2009.
Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2010089649/13.

(100099434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

LABELCASH Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, 20-22, allée Leonhart.
R.C.S. Luxembourg B 111.328.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LABELCASH Luxembourg S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures

Référence de publication: 2010089650/12.

(100098973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Laios S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 47.426.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 22 juin 2010

7^{ème} résolution:

Le mandat du Commissaire venant à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renouveler avec effet immédiat le mandat de la société Van Geet Derick & Co, Experts Comptables SARL, ayant son siège social à Luxembourg (L-1528), 6 rue Jean-Pierre Brasseur, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 53981.

Leur mandat de commissaire viendra à échéance lors de la tenue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2012.

Le mandat de l'administrateur unique venant à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renouveler avec effet immédiat le mandat de Monsieur Marnix GALLE, administrateur de société, né le 22 juillet 1963 à Watermaal-Bosvoorde et demeurant à Knokke (B-8300), Astridlaan 14.

Le mandat de Monsieur Galle viendra à échéance lors de la tenue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes clos au 31.12.2012.

Pour extrait conforme
Signature
Administrateur unique

Référence de publication: 2010089651/23.

(100098821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Lehman Brothers Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 83.966.

Le bilan au 30 novembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010089652/10.

(100098951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Leisures & Communications S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 45.539.

Les comptes annuels au 31 octobre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010089653/10.

(100099360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

LFPI Mezzanine S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 128.327.

Les comptes annuels abrégés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010089654/12.

(100098857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

LLXlogistic & Transport S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9425 Vianden, 40, rue du Sanatorium.

R.C.S. Luxembourg B 95.182.

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 7 juillet 2010.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2010089655/13.

(100098699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

LRM Advisory S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 67.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2010.

Katie AGNES / Fabienne WALTZING

Mandataire Commercial / Mandataire Principal

Référence de publication: 2010089656/12.

(100099307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

LRM Advisory S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 67.538.

Les comptes du 01/01/2010 au 20/04/2010 (date de dissolution) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2010.

Katie AGNES / Fabienne WALTZING

Mandataire Commercial / Mandataire Principal

Référence de publication: 2010089657/13.

(100099311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Luxalloys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5887 Alzingen, 469, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 51.275.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUXALLOYS S.A.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2010089659/12.

(100098718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Luxequip Bail S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 81.019.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Référence de publication: 2010089661/11.

(100098831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

M.M. Advisors S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 60.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juillet 2010.

Pour M.M. ADVISORS SARL

Signature

Référence de publication: 2010089663/12.

(100099315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

GECAS Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 136.741.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2010.

David Bartlett

Senior Vice President and Counsel

Référence de publication: 2010089603/12.

(100098836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Berlin & Co Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 123.539.

B & Co BeteiligungsgmbH

Sitz: Arenbergstraße 2, 5020 Salzburg, Österreich

Firmenbuch des Landesgerichtes Salzburg, Österreich, Nummer FN 318500h

GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN

Im Jahr zweitausendundzehn, am vierundzwanzigsten August.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Joseph ELVINGER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN

Herr Dr. Tilo BERLIN handelnd

als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft "Berlin & Co Capital S.à r.l.", eine private Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (société à responsabilité limitée), mit Sitz in 6, Rue Philippe II, L - 2340 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Register für Handel und Gesellschaften unter der Nummer B 123539, als übertragende Gesellschaft;

UND

als alleiniger Geschäftsführer der "B & Co BeteiligungsgmbH", eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach österreichischem Recht, mit Sitz in 5020 Salzburg, Arenbergstraße 2, Österreich, eingetragen im Firmenbuch des Landesgerichtes Salzburg, Österreich unter FN 318500h, als übernehmende Gesellschaft.

Herr Dr. Tilo Berlin, handelnd wie eingangs erwähnt, ersucht den Notar den folgenden gemeinsamen Verschmelzungsplan hinsichtlich der Verschmelzung der übertragenden Gesellschaft in die übernehmende Gesellschaft gemäß §§ 1ff EU-VerschG und § 96 GmbHG iVm §§ 220ff AktG und Art. I UmgrStG (ohne Gewährung von Anteilen der übernehmenden Gesellschaft gemäß §§ 224 Abs. 2 Z 1 AktG) und Artikel 257 - 259, 261 ff des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes, in Form einer notariellen Urkunde wie folgt zu erstellen:

Präambel

Die Berlin & Co Capital S.à r.l. ist eine im Luxemburger Register für Handel und Gesellschaften (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 123539 eingetragene Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht mit dem Sitz in Luxemburg, 6, Rue Philippe II, L - 2340 Luxembourg. Ihr Stammkapital beträgt € 12.500,- und ist voll eingezahlt. Das Stammkapital wird von der Mons Carantanus Privatstiftung mit dem Sitz in 5020 Salzburg, Österreich, FN 286126z des Landesgerichtes Salzburg mit € 12.500,- (entspricht 100% des Stammkapitals) gehalten. Die Berlin & Co Capital S.à r.l. besteht seit dem 30. November 2006.

Die B & Co BeteiligungsgmbH ist eine im Firmenbuch des Landesgerichtes Salzburg, Österreich unter FN 318500h eingetragene Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit dem Sitz in 5020 Salzburg, Arenbergstraße 2, Österreich. Ihr Stammkapital wird von der Mons Carantanus Privatstiftung mit € 35.000,00 (entspricht 100% des Stammkapitals), gehalten, das zur Gänze bar einbezahlt ist.

Der alleinige Geschäftsführer der Berlin & Co Capital S.à r.l., welcher zugleich alleiniger Geschäftsführer der B & Co BeteiligungsgmbH ist, hat beschlossen, die beiden Gesellschaften zusammenzuführen.

Dies soll durch die Verschmelzung der Berlin & Co Capital S.à r.l. als übertragende Gesellschaft auf die B & Co BeteiligungsgmbH als übernehmende Gesellschaft erfolgen. Die Beteiligungsverhältnisse an den beiden genannten Gesellschaften sind ident.

Soweit in gegenständlicher Urkunde Bestimmungen mit GmbHG, AktG, EU-VerschG, UmgrStG, KVG und UGB bezeichnet und abgekürzt werden, handelt es sich um Bestimmungen des österreichischen Gesetzes über Gesellschaft mit beschränkter Haftung, des österreichischen Aktiengesetzes, des österreichischen EU-Verschmelzungsgesetzes, des österreichischen Umgründungssteuergesetzes, des österreichischen Kapitalverkehrssteuergesetzes und des österreichischen Unternehmensgesetzbuches.

Soweit in gegenständlicher Urkunde Bestimmungen mit Luxemburger Gesellschaftsgesetz bezeichnet und abgekürzt werden, handelt es sich um Bestimmungen des luxemburgischen Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, wie geändert.

I. Rechtsform, Firma und Sitz der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften:

Die Firma der übertragenden Gesellschaft lautet: "Berlin & Co Capital S.à r.l."

Der Sitz der übertragenden Gesellschaft ist Luxemburg, 6, Rue Philippe II, L - 2340 Luxemburg.

Die übertragende Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) luxemburgischen Rechtes.

Die Firma der übernehmenden Gesellschaft lautet: „B & Co BeteiligungsgmbH“.

Der Sitz der übernehmenden Gesellschaft ist 5020 Salzburg, Arenbergstraße 2, Österreich.

Die übernehmende Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach österreichischem Rechtes.

Das Stammkapital der übertragenden Gesellschaft beträgt € 12.500,-.

Gesellschafter der übertragenden Gesellschaft ist die Mons Carantanus Privatstiftung, FN 286126z, Landesgericht Salzburg, welche alle 500 Geschäftsanteile im Nennbetrag von jeweils € 25,- (dies entspricht 100% am Stammkapital) hält.

Sonderrechte an der übertragenden Gesellschaft im Sinne des Artikels 261 (2) f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes bestehen nicht und es wurden keine anderen Wertpapiere im Sinne des Artikels 261 (2) f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes als die Gesellschaftsanteile ausgegeben.

Das Stammkapital der übernehmenden Gesellschaft beträgt € 35.000,00 und ist zur Gänze bar einbezahlt. Gesellschafter der übernehmenden Gesellschaft ist die Mons Carantanus Privatstiftung, Salzburg, Österreich, FN 286126z, Landesgericht Salzburg mit einem Geschäftsanteil im Nennbetrag von € 35.000,00 (dies entspricht 100% am Stammkapital).

Sonderrechte an der übernehmenden Gesellschaft im Sinne der §§ 99 Abs. 1 GmbHG iVm 220 Abs. 2 Z 6 AktG bestehen nicht und es wurden keine anderen Wertpapiere als die Gesellschaftsanteile ausgegeben.

Die Berlin & Co Capital S.à r.l. und die B & Co BeteiligungsgmbH sind die an der gegenständlichen Verschmelzung beteiligten Gesellschaften.

Der Sitz der B & Co BeteiligungsgmbH wird nach der Verschmelzung weiterhin Salzburg, Österreich sein. Die Hauptverwaltung der B & Co BeteiligungsgmbH wird weiterhin in 5020 Salzburg, Arenbergstraße 2, Österreich geführt.

II. Vereinbarung über Übertragung des Vermögens

Die Berlin & Co Capital S.à r.l. und die B & Co BeteiligungsgmbH werden unter Ausschluss der Abwicklung verschmolzen.

Die Verschmelzung erfolgt durch Übertragung des Vermögens der Berlin & Co Capital S.à r.l. als Ganzem mit allen Rechten und Pflichten im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die B & Co BeteiligungsgmbH ohne Gewährung von Geschäftsanteilen der übernehmenden Gesellschaft gemäß den Bestimmungen des EU-VerschG und §§ 122a ff AktG iVm 96 GmbHG und 220ff AktG.

Mit Wirksamwerden der Verschmelzung geht das gesamte Aktiv- und Passivvermögen der Berlin Sc Co Capital S.à r.l. auf die B & Co BeteiligungsgmbH über und die Berlin & Co Capital S.à r.l. erlischt.

III. Schlussbilanz

Der Verschmelzung wird die ein Eigenkapital von € - 450.082,00 ausweisende Schlussbilanz der übertragenden Gesellschaft zum 24. August 2010 ("Bilanzstichtag") samt Anhang zugrunde gelegt, welche Bilanz samt Anhang als Beilage ./ 1 diesem Verschmelzungsvertrag als integrierender Bestandteil angeschlossen wird.

Der Geschäftsführer der übertragenden Gesellschaft, welcher zugleich Geschäftsführer der übernehmenden Gesellschaft ist, erklärt, dass alle Vermögenswerte dieser Gesellschaft, welche zum Bilanzstichtag vorhanden waren, in der zugrunde gelegten Schlussbilanz Beilage ./1 aufscheinen und das außer den in dieser Schlussbilanz verzeichneten Passiven zum Bilanzstichtag keine weiteren Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestanden.

Die übernehmende Gesellschaft führt die Buchwerte der übertragenden Gesellschaft nach § 202 Abs. 2 UGB fort.

Da die Summe aus Stammkapital und gebundenen Rücklagen der übertragenden Gesellschaft mit Euro 13.750,00 niedriger ist, als diese Summe bei der übernehmenden Gesellschaft im Betrag von Euro 35.000,00, wird mit dieser Verschmelzung kein kapitalherabsetzender Effekt verwirklicht. Bei Geltendmachung des Sicherstellungs- oder Befriedigungsrechtes gemäß § 13 EU-VerschG ist daher nach dieser Gesetzesbestimmung eine Gefährdungsbescheinigung durch den Gläubiger zu erbringen.

IV. Verschmelzungstichtag

Verschmelzungstichtag für gegenständliche Verschmelzung ist der 24. August 2010 Tagesablauf.

Mit Ablauf des Verschmelzungstichtages gilt die übertragende Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als aufgelöst und ihr Vermögen als Ganzes im Wege der Gesamtrechtsnachfolge unter Verzicht auf die Liquidation auf die übernehmende Gesellschaft übergegangen.

Von diesem Zeitpunkt an gelten die Handlungen der übertragenden Gesellschaft unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der übernehmenden Gesellschaft vorgenommen.

V. Wirkungen der Verschmelzung

Gemäß den Bestimmungen der §§ 3 Abs. 3 EU-VerschG iVm 225a Abs. 3 AktG, wird zwischen den Parteien sowie gegenüber Dritten die Verschmelzung ab dem Datum der Eintragung der Verschmelzung bei der übernehmenden Gesellschaft im Firmenbuch, welches bei dem Landesgericht Salzburg als dem für die übernehmende Gesellschaft zuständigen Firmenbuchgericht geführt wird, wirksam.

Mit Eintragung der Verschmelzung bei der übernehmenden Gesellschaft im Firmenbuch geht das Vermögen der übertragenden Gesellschaft einschließlich der Schulden im Weg der Gesamtrechtsnachfolge, ohne das es weitere Übertragungsakte bedarf, auf die übernehmende Gesellschaft über.

Das Landesgericht Salzburg als das für die übernehmende Gesellschaft zuständige Firmenbuchgericht hat dem Luxemburger Register für Handel und Gesellschaften unverzüglich zu melden, sobald die Verschmelzung in das Firmenbuch des Landesgerichtes Salzburg eingetragen und die Verschmelzung damit wirksam geworden ist. Nach Erhalt der Mitteilung des Landesgerichtes Salzburg über das Wirksamwerden der Verschmelzung hat das Luxemburger Register für Handel und Gesellschaften die übertragende Gesellschaft aus dem Luxemburger Register für Handel und Gesellschaften zu löschen.

VI. Umtauschverhältnis und Einzelheiten für die Gewährung von Anteilen der übernehmenden Gesellschaft

Da die Mons Carantanus Privatstiftung sowohl die einzige Gesellschafterin der übertragenden Gesellschaft als auch der übernehmenden Gesellschaft ist, soll die gegenständliche Verschmelzung ohne Gewährung von Geschäftsanteilen der übernehmenden Gesellschaft durchgeführt werden. Ein kapitalherabsetzender Effekt tritt nicht ein.

Gemäß § 224 Abs. 2 Z 1 AktG kann die Gewährung von Geschäftsanteilen der übernehmenden Gesellschaft unterbleiben, da die Beteiligungsverhältnisse an der übertragenden und der übernehmenden Gesellschaft identisch sind.

Überdies wird die alleinige Gesellschafterin der übertragenden Gesellschaft in notariell beurkundeter Form auf die Gewährung von Geschäftsanteilen gemäß § 224 Abs. 2 Z 2 AktG, § 122a Abs. 2 iVm § 54 Abs. 1, S 3 UWG verzichten.

Da eine anteilige Gewährung somit unterbleibt, bedarf es weiterer Angaben gemäß § 5 Abs. 2 Z 3, 4 und 5 EU-VerschG sowie gemäß § 122c Abs. 2 Z 2, 3 nicht.

VII. Besondere Rechte

Die Vertragsparteien halten fest, dass die übernehmende Gesellschaft weder der Gesellschafterin noch sonstigen Dritten besondere Rechte im Sinne der §§ 99 Abs. 1 GmbHG iVm 220 Abs. 2 Z 6 AktG und des Artikel 261 (2) f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes gewährt. Es sind auch keine besonderen Maßnahmen für die Personen vorgeschlagen oder vorgesehen.

VIII. Besondere Vorteile

Die Vertragsparteien halten fest, dass weder die übertragende Gesellschaft noch die übernehmende Gesellschaft besondere Vorteile im Sinne §§ 99 Abs. 1 GmbHG und des Artikel 261 (2) g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes gewährt. Es sind auch keine besonderen Maßnahmen im Sinne dieser Vorschriften vorgeschlagen oder vorgesehen.

IX. Liegenschaften und Bestandrechte

Festgehalten wird, dass zum Vermögen der übertragenden Gesellschaft keine Liegenschaften bzw. Liegenschaftsanteile oder Superädifikate gehören und durch diese Verschmelzung keine Anteilsvereinigung im Sinne österreichischer gesetzlicher Bestimmungen, die die Regelung von Grunderwerbsteuer zum Gegenstand haben, eintritt. Die Vertragsparteien halten fest, dass sohin aufgrund dieser Verschmelzung keine Grunderwerbsteuer zur Vorschreibung gelangt.

Festgehalten wird, dass die übertragende Gesellschaft keine Bestandverträge abgeschlossen hat, in welchen sie Bestandnehmer ist und der Hauptmietzins niedriger als der angemessene Hauptmietzins ist.

X. Zulässigkeit der Verschmelzung im Hinblick auf den Schutz der Gläubiger der übernehmenden Gesellschaft

Die gegenständliche Verschmelzung der übertragenden Gesellschaft auf die übernehmende Gesellschaft ist auch im Hinblick auf den Schutz der Gläubiger der übernehmenden Gesellschaft zulässig.

Dies deshalb, da die übertragende Gesellschaft sowohl zum Verschmelzungstichtag als auch zum Zeitpunkt des Abschlusses des Verschmelzungsvertrages einen erheblichen positiven Verkehrswert repräsentiert und sohin der übernehmenden Gesellschaft im Wege der Gesamtrechtsnachfolge ein erheblicher positiver Vermögenswert zukommt.

Die Vertragsparteien bestätigen, dass der Verkehrswert der übertragenden Gesellschaft mindestens das in der Bilanz, Beilage ./1 ausgewiesene buchmäßige Eigenkapital erreicht.

XI. Zulässigkeit der Verschmelzung im Hinblick auf den Schutz der Gläubiger der übertragenden Gesellschaft

Gemäß § 226 AktG ist den Gläubigern der beteiligten Gesellschaften, wenn sie sich binnen 6 Monaten nach der Veröffentlichung der Eintragung der Verschmelzung zu diesem Zwecke melden, Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können; dieses Recht steht den Gläubigern jedoch nur zu, wenn sie glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird. Die Gläubiger sind in der Veröffentlichung der Eintragung auf dieses Recht hinzuweisen. Das Recht, Sicherheitsleistung zu verlangen, steht solchen Gläubigern nicht zu, die im Fall des Konkurses ein Recht auf vorzugsweise Befriedigung aus einer nach gesetzlicher Vorschrift zu ihrem Schutz errichteten und behördlich überwachten Deckungsmasse haben.

Gemäß § 13 EU-VerschG ist den Gläubigern der übertragenden Gesellschaft, wenn sie sich binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan bekannt gemacht worden ist, schriftlich zu diesem Zweck melden, für bis dahin entstehende Forderungen Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können. Dieses Recht steht den Gläubigern jedoch nur zu, wenn sie glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Einer solchen Glaubhaftmachung bedarf es nicht, wenn die Summe des Nennkapitals und der gebundenen Rücklagen der aus der Verschmelzung hervorgehenden Gesellschaft, wie sie nach der Eintragung der Verschmelzung besteht, niedriger ist als die Summe des Nennkapitals und der gebundenen Rücklagen der übertragenden Gesellschaft. Das Recht, Sicherheitsleistung zu verlangen, steht solchen Gläubigern nicht zu, die im Fall des Konkurses ein Recht auf vorzugsweise Befriedigung aus einer nach gesetzlicher Vorschrift zu ihrem Schutz errichteten und behördlich überwachten Deckungsmasse haben.

Gemäß den Bestimmungen des Artikel 268 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes, können die Gläubiger der übertragenden Gesellschaft Berlin & Co Capital S.à r.l., deren Forderungen vor der Veröffentlichung der Verschmelzung begründet wurden, ungeachtet aller gegenteiligen Vereinbarungen innerhalb von zwei Monaten nach dieser Veröffentlichung bei dem Vorsitzenden Richter des in Handelssachen tagenden Bezirksgerichtes, in dessen Bezirk die Schuldnergesellschaft ihren Sitz hat, im Eilverfahren die Stellung von ausreichenden Sicherheiten für fällige und noch nicht fällige Forderungen beantragen, sofern der Verschmelzungsvorgang eine solche Sicherung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter weist diesen Antrag ab, wenn der Gläubiger bereits über angemessene Sicherheiten verfügt, oder wenn diese in Anbetracht des Vermögens der Gesellschaft nach der Verschmelzung nicht notwendig sind. Die Schuldnergesellschaft kann diesen Antrag hinfällig werden lassen, indem sie den Gläubiger befriedigt, selbst wenn die Forderung noch nicht fällig ist.

Werden die Sicherheiten nicht innerhalb der festgesetzten Frist gestellt, so wird die Forderung sofort fällig.

Die Gläubiger der verschmelzenden Gesellschaften können unter folgender Adresse kostenlos vollständige Auskünfte über die Modalitäten für die Ausübung der Gläubigerrechte einholen: B & Co BeteiligungsgmbH, 5020 Salzburg, Arenbergstraße 2, Österreich.

XII. Haftung

Der Geschäftsführer der übertragenden und der übernehmenden Gesellschaft nimmt die Bestimmungen der §§ 227ff AktG zur Kenntnis, insbesondere, dass er zum Ersatz des Schadens verpflichtet ist, den die beteiligten Gesellschaften, ihre Anteilsinhaber und ihre Gläubiger durch die Verschmelzung erleiden.

Des weiteren nimmt der Geschäftsführer die Bestimmungen des Artikels 275 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes zur Kenntnis.

XIII. Gesellschaftsvertrag der übernehmenden Gesellschaft

Der Gesellschaftsvertrag der übernehmenden Gesellschaft in der Fassung vom 27. Oktober 2008 wird diesem Vertrag als Beilage .12 angeschlossen.

XIV. Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung sowie Verfahren über die Beteiligung von Arbeitnehmern an der Mitbestimmung

Weder die Berlin & Co Capital S.à r.l. noch die B & Co BeteiligungsgmbH als beteiligte Gesellschaften verfügen über Arbeitnehmer. Bei ihnen besteht weder eine Arbeitnehmervertretung noch ein Sprecherausschuss noch ein Aufsichtsrat.

Auswirkungen der Verschmelzung auf die Beschäftigung und die Vertreter der Arbeitnehmer entfallen daher zwangsläufig.

Ein Verfahren, nachdem die Einzelheiten über die Beteiligung von Arbeitnehmern an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte in der übernehmenden Gesellschaft geregelt werden, entfällt daher ebenso zwangsläufig.

§ 5 Abs. 2 Z 4 und 10 EU-VerschG und Artikel 261 (4) b) und c) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes finden keine Anwendung.

XV. Angaben zur Barabfindung

Angaben im Verschmelzungsplan über die Bedingungen der Barabfindung, die einem Gesellschafter der übertragenden Gesellschaft, der der Übertragung des Vermögens seiner Gesellschaft auf die übernehmende Gesellschaft widerspricht, von der Gesellschaft oder einem Dritten gegen Hin-gabe seiner Anteile angeboten werden, sind nicht erforderlich, da der alleinige Gesellschafter, nämlich die Mons Carantanus Privatstiftung in der Niederschrift zur Generalversammlung auf ihr Recht auf Barabfindung verzichtet wird.

§ 4 Abs. 5 EU-VerschG findet somit keine Anwendung.

XVI. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die übernehmende Gesellschaft übertragen wird

Die Schlussbilanz der übertragenden Gesellschaft zum 24. August 2010 samt Anhang, Beilage /1, stellt das Aktiv- und Passivvermögen dar, das auf die übernehmende Gesellschaft im Zuge dieser Verschmelzung übertragen wird.

Ein Anlagevermögen ist nicht vorhanden.

Das Umlaufvermögen besteht aus Bankguthaben zum Stichtag im Betrag von € 1.861.400,00.

Insgesamt beträgt das Anlage- und Umlaufvermögen € 1.861.400,00.

Das Eigenkapital zum Stichtag besteht aus Stammkapital im Nennbetrag von € 12.500,00, einer Kapitalrücklage im Betrag von € 1.250,00, einem Jahresverlust im Betrag von € -488.159,00 und einem Gewinnvortrag im Betrag von € 24.327,00, sodass sich ein buchmäßiges Eigenkapital von € - 450.082,00 ergibt.

In der Bilanz werden zum Stichtag Steuerrückstellungen in Höhe von € 1.654.635,00 sowie sonstige Rückstellungen in Höhe von € 100.000,00 aus-gewiesen.

In der Bilanz sind Verbindlichkeiten aus Lieferungen und Leistungen in Höhe von € 56.847,00 und sonstige Verbindlichkeiten im Betrag von € 500.000,00 ausgewiesen. Bei den sonstigen Verbindlichkeiten handelt es sich zur Gänze um ein nachrangiges Gesellschafterdarlehen.

Sohin stehen zum Stichtag dem buchmäßigen Eigenkapital in Höhe von insgesamt € -450.082,00, Rückstellungen in der Höhe von € 1.754.635,00 und Verbindlichkeiten von insgesamt € 556.847,00 gegenüber.

Das Finanzanlagevermögen ist zu Anschaffungskosten inklusive Anschaf-fungsnebenkosten bewertet. Bei einer voraus-sichtlich dauernden Wertminde-rung werden außerplanmäßige Abschreibungen vorgenommen.

Alle übrigen Vermögensgegenstände sind zum Nominalwert angesetzt.

Die sonstigen Rückstellungen wurden in der Höhe der voraussichtlichen Inanspruchnahme gebildet.

Verbindlichkeiten sind zum Rückzahlungsbetrag bilanziert.

XVII. Stichtag der Jahresabschlüsse der beteiligten Gesellschaften

Der gegenständlichen Verschmelzung wurde gemäß Artikel 261 (4) e) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz der Jah-resabschluss der übertragenden Gesellschaft zum 24. August 2010 zugrunde gelegt.

Der Jahresabschluss der übernehmenden Gesellschaft wurde ebenfalls zum 24. August 2010 aufgestellt.

XVIII. Aufschiebende Bedingung

Dieser Verschmelzungsvertrag wird erst rechtswirksam, wenn die nachstehenden aufschiebenden Bedingungen erfüllt sind:

Zustimmung der Generalversammlung der übertragenden Gesellschaft,

Zustimmung der Generalversammlung der übernehmenden Gesellschaft.

XIX. Aufsichtsrat

Weder die übertragende noch die übernehmende Gesellschaft hat einen Aufsichtsrat.

XX. Verschmelzungsprüfung

Die Gesellschafterin der übertragenden und der übernehmenden Gesellschaft, nämlich die Mons Carantanus Privatstiftung, wird zu notarieller Urkunde auf eine Prüfung des Verschmelzungsplanes gemäß § 5 Abs. 3 Z 4 EU-VerschG und Artikel 266 (5) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes verzichten.

Sohin kommt § 7 EU-VerschG und Artikel 266 (1) - (4) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes nicht zur Anwendung.

XXI.

Die Geschäftsführer der beteiligten Gesellschaften erklären, dass die gegenständliche Verschmelzung zur Aufnahme aufgrund der identen Beteiligungsverhältnisse keinen anzeige-oder anmeldepflichtigen Zusammenschluss nach österrei-chischem, luxemburgischem oder europäischem Kartellrecht darstellt.

XXII. Umgründungssteuergesetz

Die Verschmelzung gemäß diesem Verschmelzungsvertrag wird abgabenrechtlich als Verschmelzung gemäß Art. I UmgrStG durchgeführt.

Die abgabenrechtlichen Begünstigungen des UmgrStG werden für die Verschmelzung in Anspruch genommen.

Festgehalten wird, dass die gegenständliche Verschmelzung gemäß Art. I UmgrStG und § 6 Abs. 1 Z 3 KVG von den Kapitalverkehrssteuern befreit ist.

XXIII. Veröffentlichung des Verschmelzungsplans in Österreich

Gemäß den österreichischen gesetzlichen Bestimmungen wird der vorliegende Verschmelzungsvertrag auch in Form einer notariellen Urkunde in Österreich erstellt und veröffentlicht.

XXIV. Kosten und Abgaben

Sämtliche Kosten der Errichtung und Vergebührung dieses Verschmelzungsplans sowie überhaupt alle durch die Durchführung der Verschmelzung verursachten Kosten trägt die übernehmende Gesellschaft allein.

Notarielle Bestätigung

Der unterzeichnende Notar erklärt in Übereinstimmung mit Artikel 271 (2) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes, dass er das Vorliegen und die Rechtmäßigkeit der erforderlichen Rechtshandlungen und Formalitäten hinsichtlich des vorliegenden Verschmelzungsplans überprüft hat und bestätigt diese.

Kosten und Aufwendungen

Die Kosten, Aufwendungen, Entgelte oder Gebühren, in welcher Form auch immer, die im Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde der Gesellschaft auferlegt und ihr in Rechnung gestellt werden, werden auf three thousand Euro geschätzt.

Hierüber wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg an dem eingangs erwähnten Datum erstellt.

Nachdem dieses Dokument nebst Anlage der erschienenen Partei, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Familienstand und Wohnsitz bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Partei zusammen dem Notar die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Signé: Tilo BERLIN, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25.08.2010. Relation: LAC/2010/37510. Reçu douze euros (12.-€)

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

SUIVENT LES STATUTS

Geschäftszahl: 2373

Gesellschaftsteuer selbstberechnet am 27.10.2008

zu Erfhr: 92-209.243/2008

Mag. Werner Poindl/Wien I

Notariatsakt vom 27. Oktober 2008

Vor mir, Dr. Christoph PFAFFENBERGER, Substitut des öffentlichen Notars Mag. Werner POINDL, mit dem Amtssitz in Wien-Innere Stadt und der Kanzlei in 1010 Wien, Riemergasse 9, sind erschienen die nachstehenden mir persönlich bekannten Parteien;

Herr Doktor Malte Berlin, geboren am 28.1.1960 (achtundzwanzigster Januar neunzehn-hundertsechzig), Arenbergstraße 2, 5020 Salzburg, Rechtsanwalt, und Herr Doktor Klemens Huppmann, geboren am 8.10.1960 (achter Oktober neunzehnhundert sechzig), Riemergasse 9, 1010 Wien, öffentlicher Notar, als kollektivvertretungsbefugte Mitglieder des Vorstandes der B & Co Privatstiftung, mit Sitz in Salzburg und der Geschäftsadresse Arenbergstraße 2, 5020 Salzburg, eingetragen im Österreichischen Firmenbuch unter der Nummer FN 286126 z,

und haben vor mir abgegeben folgende

Erklärung über die Errichtung der Gesellschaft

1. Firma. Die Gesellschaft führt die Firma

B & Co BeteiligungsgmbH

2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft ist Salzburg,

3. Gegenstand des Unternehmens.

3.1 Gegenstand des Unternehmens ist:

3.1.1 die Verwaltung des Gesellschaftsvermögens;

3.1.2 der Handel mit Waren aller Art;

- 3.1.3 die Erbringung von Dienstleistungen aller Art;
- 3.1.4 Handelsagentur- und Kommissionärgeschäfte;
- 3.1.5 die Vermittlung und Verwaltung von Beteiligungen an in- und ausländischen Kapitalgesellschaften;
- 3.1.6 die Beteiligung an und der Erwerb von Unternehmungen und Gesellschaften im In und Ausland, gleichgültig in welcher Gesellschaftsform, und deren Geschäftsführung und Vertretung.

3.2 Die Gesellschaft kann sich an anderen Unternehmen beteiligen, andere Unternehmen erwerben und Zweigniederlassungen im In- und Ausland errichten. Die Gesellschaft darf alle legalen Geschäfte vornehmen, die der Erreichung und Förderung des Gesellschaftszweckes dienlich sein können.

4. Stammkapital, Stammeinlagen.

- 4.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt Euro 35.000.00 (Euro fünfunddreißigtausend)
- 4.2 Hierauf übernimmt als Gründungsgesellschafter die B & Co Privatstiftung eine Stammeinlage in Höhe von Euro 35.000,00 (Euro fünfunddreißigtausend).
- 4.3 Die Stammeinlage ist vor Anmeldung der Gesellschaft zum Firmenbuch zur Hälfte in bar zu leisten.

5. Dauer, Geschäftsjahr.

- 5.1 Die Dauer der Gesellschaft ist unbestimmt.
- 5.2 Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

6. Geschäftsführung, Vertretung.

6.1 Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Hat die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer, so ist dieser einzelvertretungsbefugt. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, so vertreten zwei Geschäftsführer gemeinsam oder ein Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen der Gesellschaft. Die Gesellschafter können durch Beschluss Einzelvertretungsbefugnis erteilen.

6.2 Die Gesellschafterversammlung kann in einer Geschäftsordnung Maßnahmen vorsehen, die der vorherigen Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedürfen.

6.3 Überhaupt sind die Geschäftsführer der Gesellschaft gegenüber verpflichtet, bei der Geschäftsführung und bei Ausübung ihrer Vertretungsbefugnis alle Beschränkungen einzuhalten, die ihnen durch Gesetz, Vertrag oder Gesellschafterbeschluss auferlegt werden.

7. Gesellschafterversammlung.

7.1 Die den Gesellschaftern durch das Gesetz, diesen Vertrag oder Gesellschafterbeschluss vorbehaltenen Beschlüsse werden in der Generalversammlung oder unter Einhaltung der Bestimmungen des § 34 GmbHG im schriftlichen Umlaufwege gefasst.

7.2 Eine Generalversammlung kann am Sitz der Gesellschaft, einer inländischen Zweigniederlassung oder in jeder österreichischen Landeshauptstadt abgehalten werden.

7.3 Die Einberufung einer Generalversammlung erfolgt durch eingeschriebenen Brief an alle Gesellschafter, wobei zwischen dem Tag der Postaufgabe und dem Tag der Generalversammlung mindestens sieben Tage liegen müssen. Die Einberufung kann auch durch jeden Gesellschafter erfolgen.

8. Jahresabschluss.

8.1 Die Geschäftsführer haben innerhalb der gesetzlichen Fristen den Jahresabschluss (Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung und Anhang) für das vergangene Geschäftsjahr aufzustellen und sämtlichen Gesellschaftern vorzulegen.

8.2 Die Gesellschafter haben innerhalb der ersten acht Monate eines Geschäftsjahrs über die Prüfung und Genehmigung des Jahresabschlusses (Punkt 8.1), die Verwendung des Jahresergebnisses und die Entlastung der Geschäftsführer zu beschließen.

8.3 Erfolgt keine Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses, wird dieses auf neue Rechnung vorgetragen.

9. Abtretung von Geschäftsanteilen.

- 9.1 Die Geschäftsanteile sind teilbar, übertragbar und vererblich.
- 9.2 Die Teilung von Geschäftsanteilen, ihre gänzliche oder teilweise Abtretung sowie jede sonstige Vertilgung über die Geschäftsanteile ist nur mit von den Geschäftsführern in vertretungsbefugter Anzahl erteilter Zustimmung der Gesellschaft zulässig.

10. Bekanntmachungen.

10.1 Mitteilungen der Gesellschaft an einen Gesellschafter erfolgen durch eingeschriebenen Brief an die der Gesellschaft zuletzt bekanntgegebene Anschrift. Für das Inangsetzen von Fristen und die Rechtzeitigkeit einer Erklärung ist die Postaufgabe maßgeblich.

10.2 Haben gemäß einem Gesellschafterbeschluss oder einer zwingenden gesetzlichen Bestimmung Veröffentlichungen zu erfolgen, geschieht dies im Amtsblatt zur Wiener Zeitung.

11. Gerichtsstand. Zuständig für alle etwaigen Streitigkeiten aus diesem Vertrag ist das in Handelssachen für den Sitz der Gesellschaft zuständige Gericht.

12. Gründungsaufwand. Der Gründungsaufwand wird bis zu einem Betrag von Euro 7.000,00 (Euro siebentausend) von der Gesellschaft getragen.

Ausfertigungen dieses Notariatsaktes dürfen in beliebiger Zahl erteilt werden.

Hierüber wurde dieser Nofariatsakt aufgenommen, der erschienenen Partei vorgelesen, von ihr als ihrem wahren Willen vollkommen entsprechend ausdrücklich genehmigt und vor mir, Notar, eigenhändig unterschrieben.

Wien am 27. Oktober (siebenundzwanzigsten Oktober zweitausendacht)

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 août 2010. Relation LAC/2010/37510. Reçu douze euros 12 €.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27/08/10.

B & Co Privatstiftung / B & Co Privatstiftung

Vertreten durch Doktor Malte Berlin / Vertreten durch Doktor Klemens Huppmann

Dr. Christoph PFAFFENBERGER / Mag. WERNER POINDL

SUBSTITUT DES OFFENTLICHEN NOTARS / IN WIEN – INNERE STAD

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2010116746/380.

(100132421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

Gem Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 78.913.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5/7/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010089604/10.

(100099342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Huggy-Store Hoscheid Dickt Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9835 Hoscheid-Dickt, 1, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 95.150.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour HUGGY-STORE HOSCHEID-DICKT SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2010089624/12.

(100098990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

I.P.K. Immobilière Pia Kontz, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1670 Senningerberg, 7, rue Michel Deutsch.

R.C.S. Luxembourg B 142.459.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010089626/9.

(100099140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Immo Prime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 133.518.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 juillet 2010.

Pour IMMO PRIME S.A.

Miguel Muñoz

Référence de publication: 2010089627/12.

(100099314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

**Capricornus S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. CAPRICORNUS, Société anonyme holding).**

Siège social: L-1933 Luxembourg, 1, rue Siggy vu Lëtzebuerg.
R.C.S. Luxembourg B 104.457.

Im Jahre zwei tausend zehn, den neunten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean SECKLER, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die Aktionäre, beziehungsweise deren Vertreter, der Aktiengesellschaft. "CAPRICORNUS, Société anonyme holding", mit Sitz in L-1933 Luxembourg, 1, rue Siggy vu Lëtzebuerg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 104.457, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Thomas, genannt Tom METZLER, mit damaligem Amtswohnsitz in Redingen/Attert, vom 29. Juni 1977, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 218 vom 4. Oktober 1977,

deren Satzungen wurden mehrmals abgeändert und zuletzt gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Fernand UNSEN, mit dem Amtswohnsitz zu Diekirch, am 11. Juli 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1933 vom 10. September 2007.

Den Vorsitz der Versammlung führt Herr Renier Johannes Lambertus Cornelis GOOSSENS, Wirtschaftsberater, beruflich wohnhaft in L-1933 Luxembourg, 1, rue Siggy vu Lëtzebuerg

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herrn Max MAYER, Beamter, berufsansässig in Junglinster

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Josephus Albertus Margaretha MOONEN, Diplom Ingenieur Maschinenbau, wohnhaft in NL-6413BA Heerlen, Litscherveldweg, 5.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern fest:

I.- Gegenwärtigem Protokoll liegt ein Verzeichnis der Aktien und der Gesellschafter bei; welche Liste von den Gesellschaftern, beziehungsweise deren Vertretern, sowie den Mitgliedern der Versammlung und dem amtierenden Notar unterzeichnet ist.

II.- Die von den Gesellschaftern ausgestellten Vollmachten werden, nachdem sie von den Mitgliedern der Versammlung "ne varietur" unterschrieben wurden, zusammen mit der Anwesenheitsliste, diesem Protokoll beigegeben, um mit demselben einregistriert zu werden.

III.- Da sämtliche Aktien der Gesellschaft durch die Gesellschafter oder deren Beauftragte vertreten sind, waren Einberufungsschreiben hinfällig; somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

IV.- Die Tagesordnung der Generalversammlung begreift folgende Punkte:

Tagesordnung:

1. Aufgabe des Statuts einer Holdinggesellschaft und dessen steuerlichen Bestimmungen und Umwandlung der Gesellschaft in eine Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial", abgekürzt "SPF"), gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007, betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen.

2. Abänderung des Gesellschaftszweckes wie folgt:

"Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten

(i) Finanzzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und

(ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen."

3. Abänderung der Gesellschaftsbezeichnung in "CAPRICORNUS S.A., SPF".
4. Neufassung des Gesellschaftsvertrages.
5. Statutarische Ernennungen.
6. Verschiedenes.

Die Ausführungen des Vorsitzenden wurden einstimmig durch die Versammlung für richtig befunden und, nach Überprüfung der Richtigkeit der Versammlungsordnung, fasst die Versammlung, nach vorheriger Beratung, einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt:

den Statut einer Holdinggesellschaft und dessen steuerlichen Bestimmungen aufzugeben und die Gesellschaft in eine Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial", abgekürzt "SPF"), gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007, betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, umzuwandeln;

- den Gesellschaftszweck abzuändern und für ihn den in der Tagesordnung unter Punkt 2) angegebenen Wortlaut anzunehmen; und
- die Gesellschaftsbezeichnung in "CAPRICORNUS S.A., SPF" abzuändern.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt folgende Neufassung des Gesellschaftsvertrages, um diesen an die hiervoor genommenen Beschlüsse anzupassen:

"Statuten

Titel I. - Begriffsbestimmungen

"Gesetz": bedeutet die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze;

"SPF-Gesetz": bedeutet die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial", abgekürzt "SPF");

"Satzungen": bedeutet die Statuten der Gesellschaft.

Titel II. - Bezeichnung - Dauer - Zweck - Sitz

Art. 1. Unter der Bezeichnung "CAPRICORNUS S.A., SPF", (hiernach die "Gesellschaft"), besteht eine Aktiengesellschaft qualifiziert als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, („société de patrimoine familial", abgekürzt "SPF"), welche der gegenwärtigen Satzung sowie den jeweiligen Gesetzesbestimmungen unterliegt.

Art. 2. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 3. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten

- (i) Finanzzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und
- (ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg).

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Titel III. - Kapital - Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt neunundvierzigtausend fünfhundert achtundsiebzig Euro und siebenzig Cents (49.578,70 EUR), eingeteilt in einhundert (100) Aktien ohne Nennwert.

Die Aktien werden von Investoren gehalten, welche hiernach umfassender bezeichnet sind.

Ein Investor im Sinne dieses Gesetzes ist

- a) eine natürliche Person, die im Rahmen der Verwaltung ihres Privatvermögens handelt, oder
- b) eine Vermögensstruktur, die ausschließlich im Interesse des Privatvermögens einer oder mehrerer natürlichen Personen handelt, oder
- c) eine Zwischenperson, die auf Rechnung der unter den vorgenannten Punkten a) oder b) dieses Artikels bezeichneten Investoren handelt.

Jeder Investor muss der Domizilierungsstelle oder gegebenenfalls den Geschäftsführern der SPF eine schriftliche Erklärung über seine Eignung abgeben.

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann erhöht oder reduziert werden, durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher unter den gleichen Bedingungen wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann, im Rahmen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und gemäß den darin festgelegten Bedingungen, ihre eigenen Aktien erwerben.

Art. 6. Die Aktien lauten auf den Namen oder auf den Inhaber oder teils auf den Namen und teils auf den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, vorbehaltlich gegenteiliger gesetzlicher Bestimmungen.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Namensaktien geführt, in welches jeder Aktionär Einblick hat, und welches die in Artikel 39 des Gesetzes vorgesehenen Angaben enthält. Das Eigentum der Namensaktien wird durch Eintragung in das Register festgestellt. Über die Eintragung in das Register werden Zertifikate ausgestellt, welche von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder im Fall eines Alleinverwalters, von diesem unterzeichnet werden.

Die Inhaberaktie wird von zwei Verwaltungsratsmitgliedern, oder im Fall eines Alleinverwalters, von diesem unterzeichnet werden. Die Unterschrift kann entweder handschriftlich, gedruckt oder mittels eines Stempels angebracht werden.

Eine der Unterschriften kann jedoch von einer durch den Verwaltungsrat delegierten Person angebracht werden. In diesem Fall muss sie handschriftlich sein. Eine beglaubigte Kopie des Beschlusses, welcher die Delegation an eine Person enthält welche nicht Mitglied des Verwaltungsrats ist, wird vorher gemäß Artikel 9 Absatz 1 und 2 des Gesetzes, hinterlegt.

Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo das Eigentum einer Aktie ungeteilt, aufgeteilt oder strittig ist, müssen die Personen, welche ein Recht auf diese Aktie beanspruchen, einen einzigen Bevollmächtigten benennen der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis eine einzige Person der Gesellschaft gegenüber als Eigentümer bestimmt worden ist.

Titel IV. - Generalversammlung der Aktionäre Beschlüsse des einzigen Aktionärs

Art. 7. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Falls die Gesellschaft einen einzigen Aktionär hat, so übt dieser die Rechte der Generalversammlung aus.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann ebenfalls einberufen werden auf Wunsch von Aktionären welche mindestens ein Zehntel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die jährliche Generalversammlung tritt am letzten Freitag des Monats Mai um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Andere Versammlungen der Aktionäre können an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Zeitpunkt und Ort stattfinden.

Das gesetzlich vorgesehene Quorum und die Fristen regeln die Einberufung und die Führung der Versammlungen, vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen der Satzung.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme. Jeder Aktionär kann an den Versammlungen teilnehmen indem er per Brief, Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax eine andere Person als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen von Gesetzes wegen oder aufgrund dieser Satzung werden die Beschlüsse auf der Hauptversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anleger gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen von den Aktionären zu erfüllenden Bedingungen festlegen um an den Versammlungen teilzunehmen.

Falls alle Aktionäre bei einer Versammlung anwesend oder vertreten sind, und falls sie erklären die Tagesordnung zu kennen, kann die Versammlung ohne Einberufung abgehalten werden.

Die im Rahmen einer Versammlung gefassten Beschlüsse werden in einem Protokoll festgehalten welches von den Mitgliedern des Büros und den Aktionären, welche dies verlangen, unterzeichnet wird. Falls die Gesellschaft nur einen einzigen Aktionär hat, werden dessen Beschlüsse ebenfalls in einem Protokoll festgehalten.

Die Teilnahme der Aktionäre an den Versammlungen kann per Visiokonferenz oder durch Kommunikationsmittel erfolgen welche ihre Identifizierung ermöglichen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, welche die tatsächliche Teilnahme an der Versammlung, deren Beschlüsse kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Titel IV. - Verwaltungsrat

Art. 9. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht. Falls die Gesellschaft jedoch nur einen einzigen Aktionär zählt oder, falls anlässlich einer Hauptversammlung festgestellt wird, dass die Gesellschaft nur noch einen einzigen Aktionär zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein (1) Mitglied beschränkt werden bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung, welche die Existenz von mehreren Aktionären feststellt.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung der Aktionäre ernannt welche ihre Anzahl, ihre Vergütung und ihre Amtszeit festsetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Höchstdauer von sechs (6) Jahren ernannt bis zur Wahl ihrer Nachfolger.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gewählt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit mit oder ohne Grund durch Beschluss der Generalversammlung abberufen werden.

Falls der Posten eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Rücktritt oder anderswie unbesetzt ist, kann dieser freie Sitz, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, provisorisch bis zur nächsten Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 10. Der Verwaltungsrat wird unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und er kann ebenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Er kann ebenfalls einen Sekretär wählen, welcher nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss, und welcher mit der Abfassung der Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und der Generalversammlungen betraut ist.

Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern an dem in der Einberufung festgesetzten Ort zusammen.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz aller Generalversammlungen und Verwaltungsratssitzungen; im Fall seiner Abwesenheit kann die Generalversammlung oder der Verwaltungsrat mit Stimmenmehrheit der anwesenden Personen pro tempore ein anderes Verwaltungsratsmitglied bestimmen um den Vorsitz der Versammlungen zu übernehmen.

Jede Verwaltungsratssitzung wird, durch schriftlichen Bescheid mindestens vierundzwanzig Stunden im voraus einberufen, ausser im Dringlichkeitsfall, wobei dann die Art und die Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsbescheid angegeben werden müssen. Es kann auf den Einberufungsbescheid verzichtet werden, falls jedes Verwaltungsratsmitglied hierzu per Brief, Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder anderem gleichwertigen Kommunikationsmittel sein Einverständnis gegeben hat. Eine spezielle Einberufung ist nicht erforderlich bei Verwaltungsratssitzungen welche an einem vorher durch Beschluss des Verwaltungsrats festgesetzten Zeitpunkt und Ort stattfinden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an den Versammlungen teilnehmen indem er per Brief, Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an den Sitzungen kann per Visiokonferenz oder durch Kommunikationsmittel, welche ihre Identifizierung ermöglichen, teilnehmen. Solche Mittel müssen technischen Charakteristika genüge leisten, welche die tatsächliche Teilnahme an der Verwaltungsratssitzung, deren Beschlüsse kontinuierlich übertragen werden, garantieren. Die Teilnahme an einer Versammlung durch solche Mittel kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit, entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse per Rundschreiben fassen, wobei die Zustimmung mittels eines oder mehrerer Schriftstücke, Brief, Telefax oder jedem anderen ähnlichen Kommunikationsmittel erfolgt, wobei das Ganze zusammen das Protokoll darstellt, welches als Beweis des gefassten Beschlusses dient.

Art. 11. Die Protokolle aller Verwaltungsratssitzungen werden vom Vorsitzenden unterzeichnet oder, im Fall seiner Abwesenheit, durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle welche bei Gericht oder anderswo dienen sollen werden vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Falls der Verwaltungsrat nur aus einem Mitglied besteht, wird dieses unterzeichnen.

Art. 12. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, so übt dieses die Befugnisse des Verwaltungsrats aus.

Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung und Vertretung, gemäß Artikel 60 des Gesetzes, einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Geschäftsführern oder anderen Bevollmächtigten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen und alleine oder gemeinsam handeln, übertragen. Ihre Ernennung, ihre Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrats geregelt. Die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied bedingt, dass der Verwaltungsrat der Generalversammlung jährlich Bericht erstattet über die Bezüge, Vergütungen und anderer Vorteile des Delegierten.

Die Gesellschaft kann ebenfalls notarielle oder privatschriftliche Spezialvollmachten erteilen.

Art. 13. Die Gesellschaft wird rechtmäßig in allen Umständen entweder durch die Kollektivunterschrift von zwei (2) Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates, verpflichtet.

Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, wird sie durch dessen Einzelunterschrift verpflichtet.

Titel V. - Aufsicht

Art. 14. Die Geschäfte der Gesellschaft obliegen der Aufsicht eines oder mehrerer Kommissare, welche nicht Aktionär sein müssen. Die Generalversammlung der Aktionäre ernennt die Kommissare und bestimmt außerdem ihre Zahl, ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf.

Titel VI. - Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 15. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 16. Vom jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent (10%) des Kapitals erreicht hat, so wie in Artikel 5 der Satzung vorgesehen, oder so wie es laut Artikel 5 erhöht oder reduziert wurde.

Die Hauptversammlung der Aktionäre bestimmt, auf Vorschlag des Verwaltungsrats, auf welche Weise über den Saldo des jährlichen Reingewinns verfügt wird.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuführen.

Titel VII. - Liquidation

Art. 17. Im Fall der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, durchgeführt.

Titel VIII. - Satzungsänderung

Art. 18. Die gegenwärtige Satzung kann durch die Generalversammlung der Aktionäre, welche gemäß den Bestimmungen von Artikel 67-1 des Gesetzes abstimmt, abgeändert werden.

Titel IX. - Schlussbestimmung - Anwendbares Recht

Art. 19. Die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, sowie die Bestimmungen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 betreffend die Errichtung einer Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen („société de patrimoine familial“, abgekürzt "SPF"), finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet."

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, den aktuellen Verwaltungsratsmitglieder sowie den Rechnungskommissar abzurufen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Neubestellung des Verwaltungsrates wie folgt:

- a) Herr Renier Johannes Lambertus Cornelis GOOSSENS, Wirtschaftsberater, geboren in Tilburg, (Niederlande), am 19. November 1956, beruflich wohnhaft in L-1933 Luxemburg, 1, rue Sigg yu Lëtzebuerg;
- b) Frau Mr. Susanna van WIJNEN, Jurist-Linguist, geboren in Krimpen a/d Lek (Niederlande), am 2. Januar 1959, beruflich wohnhaft in L-1933 Luxemburg, 1, rue Sigg yu Lëtzebuerg;
- c) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung niederländischen Rechtes "Drs. Goossens en Partners B.V.", mit Sitz in NL-6413BA Heerlen, Litscherveldweg, 5, eingetragen bei der „Kamer van Koophandel voor Limburg“ unter der Nummer 14029969.

Die Mandate der so genannten Verwaltungsratsmitglieder enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2015.

Gemäß Artikel 51bis des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften wird Herr Renier Johannes Lambertus Cornelis GOOSSENS, vorgenannt, zum ständigen Vertreter des unter Punkt c) angegebenen Verwaltungsratsmitgliedes ernannt.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung ernennt Herrn Josephus Albertus Margaretha MOONEN, Diplom Ingenieur Maschinenbau, geboren in Wittem (Niederlande), am 27. November 1967, wohnhaft in NL6413BA Heerlen, Litscherveldweg, 5, zum Kommissar der Gesellschaft, sein Mandat endend sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2015.

Kosten

Die Kosten und Gebühren dieser Urkunde, welche auf insgesamt ein tausend zwei hundert Euro veranschlagt sind, sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Versammlung für abgeschlossen.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: R.J.L.C. GOOSSENS, M. MAYER, J.A.M. MOONEN, J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 juin 2010. Relation GRE/2010/2051. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): HIRTT.

Für gleichlautende Ausfertigung.

Junglinster, den 1. Juli 2010.

Référence de publication: 2010092507/276.

(100103015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juillet 2010.

**Innodis S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Lenrec Holding S.A.).**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 24.077.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 27 avril 2010 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 27 mai 2010.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2010089633/14.

(100098708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

INVESCO Continental Europe Holdings, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 26.662.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010089634/11.

(100099383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Italian Real Estate Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 124.119.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010089635/11.

(100098763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Jade International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 89.365.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010089636/10.

(100099425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Méridiam Infrastructure Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 116.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2010089664/10.

(100098856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

Man RMF Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 92.790.

Extrait des décisions prises par le Conseil d'Administration de la Société le 9 juin 2010

Il a été décidé comme suit:

- de nommer Serge CADELLI, né à Genève, Suisse, le 18 octobre 1963 et demeurant professionnellement à Etzelstrasse 27, 8808 Pfäffikon SZ, Suisse, en qualité d'Administrateur de la Société avec effet au 9 juin 2010 pour un terme expirant à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2011, et ce, en remplacement de Sven LIDEN démissionnaire au 30 juin 2010.

Le Conseil d'Administration de la Société se compose désormais comme suit:

nom	prénom(s)
WAGNER	Yves
DE VET	Luc
BODMAN	Philip
CADELLI	Serge
WALLEY	John

Luxembourg, le 9 juin 2010.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010089666/23.

(100099119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

WPP Luxembourg Holdings Eight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 141.416,00.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 112.018.

In the year two thousand and ten, on the fifteenth day of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of WPP Luxembourg Holdings Eight S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg with registered office at 6, rue Heine in L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 112.018 (the Company), incorporated on 2 November 2005 pursuant to a deed of the undersigned notary, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 379 of 21 February 2006 and whose articles of association (the Articles) have been

amended for the last time on 15 June 2010 pursuant to a deed of the undersigned notary, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, which deed has not been published yet in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C.

THERE APPEARED:

1. WPP Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 90.028 (Lux Holdings), owner of 100,000 shares of the Company having a nominal value of USD 1 each,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

2. WPP Luxembourg Holdings Six S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 112.002 (Lux Holdings 6), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

3. WPP Luxembourg Holdings Two S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 99.124 (Lux Holdings 2), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

4. WPP Luxembourg Holdings Three S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 106.206 (Lux Holdings 3), owner of 37,906 shares of the Company having a nominal value of USD 1 each,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

5. WPP Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 68.213 (WPP Lux), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

6. WPP Luxembourg Beta S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 79.015 (WPP Beta), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

7. WPP Luxembourg Beta Three S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 106.207 (WPP Beta 3), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

8. WPP Luxembourg Beta Two S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 98.276 (WPP Beta 2), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

9. WPP Luxembourg Holdings Seven S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 112.003 (Lux Holdings 7), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

10. WPP Luxembourg Gamma S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 79.018 (WPP Lux Gamma), owner of 2 shares of the Company having a nominal value of USD 1 each,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal;

11. Luxembourg Finance Holdings Six CV, a dutch limited partnership ("commanditaire vennootschap") with registered office at Wilhelminaplein 10, 3072 DE Rotterdam, the Netherlands, represented by Lux Holdings 6 as general partner to and on behalf of Luxembourg Finance Holdings Six CV (Lux Holdings 6 CV), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

12. WPP Luxembourg US Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 106.208 (US Holdings), owner of 1 share of the Company having a nominal value of USD 1,

hereby represented by Lucile Arnoux, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The appearing parties referred to under items 1. to 12. above are collectively referred to hereunder as the Shareholders.

The powers of attorney from the Shareholders after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on their name and on their behalf and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The Shareholders, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Shareholders hold collectively all the 137,917 shares of USD 1 each in the share capital of the Company amounting to USD 137,917;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices.

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 3,499 in order to bring the share capital of the Company from its present amount to USD 141,416, by way of the issuance of 3,499 new shares of the Company having a nominal value of USD 1 each, together with share premium.

3. Subscription to, and payment in full, by WPP Luxembourg Holdings S.à r.l. of the share capital increase specified under item 2. above.

4. Subsequent amendment of article 4, paragraph 1, of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital specified under item 2. above.

5. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration in the share register of the Company of the newly issued share, and to see to any formalities in connection therewith.

6. Miscellaneous.

III. that after deliberation the Meeting has unanimously taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase and it hereby increases the share capital of the Company by an amount of USD 3,499 (three thousand four hundred and ninety-nine Dollars of the United States of America) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to USD 141,416 (one hundred and forty-one thousand four hundred and sixteen Dollars of the United States of America), by way of the issuance of 3,499 (three thousand four hundred and ninety-nine) new shares of the Company having a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each.

Subscription - Payment

The Meeting resolves to record the subscription to and full payment of the above share capital increase by Lux Holdings.

Lux Holdings, represented as stated above, hereby declares (i) to subscribe to all the newly issued shares of the Company having a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) each and (ii) to fully pay them up by way of a contribution in kind consisting of intra-group receivables (the Receivables).

The Receivables have an aggregate amount of USD 317,000,000 (three hundred and seventeen million Dollars of the United States of America) of which USD 3,499 (three thousand four hundred and ninety-nine Dollars of the United States of America) is to be allocated to the nominal share capital account of the Company and USD 316,996,501 (three hundred and sixteen million nine hundred and ninety-six thousand five hundred and one Dollars of the United States of America) is to be allocated to the share premium reserve of the Company.

The ownership, transferability, certainty, liquidity and valuation of the Receivables contributed to the Company by Lux Holdings are supported by a certificate issued by the management of the Company and the management of Lux Holdings (the Certificate).

A copy of the Certificate, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting in the name and on behalf of Lux Holdings and by the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

The Meeting resolves to record that the shareholding of the Company is, further to the above share capital increase, as follows:

Lux Holdings:	103,499 shares
Lux Holdings 6:	1 share
Lux Holdings 2:	1 share
Lux Holdings 3:	37,906 shares
WPP Lux:	1 share
WPP Beta:	1 share
WPP Beta 3:	1 share
WPP Beta 2:	1 share
Lux Holdings 7:	1 share
WPP Lux Gamma:	2 shares
Lux Holdings 6 CV:	1 share
US Holdings:	1 share
Total:	<u>141,416 shares</u>

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 4, paragraph 1, of the Articles in order to reflect the above increase of the share capital of the Company so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 4. Capital.** The Company's subscribed share capital is set at USD 141,416 (one hundred forty-one thousand four hundred and sixteen Dollars of the United States of America), represented by 141,416 (one hundred forty-one thousand four hundred and sixteen) shares having a nominal value of USD 1 (one Dollar of the United States of America) per share."

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowers and authorizes any manager of the Company to, each acting individually under their sole signature, proceed in the name and on behalf of the Company, to the registration in the share register of the Company (including for the avoidance of any doubt the signature of said register) of the changes mentioned under the second and third resolutions above, and to see to any formalities in connection therewith, if any.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 7,000.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and that at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le quinze juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de WPP Luxembourg Holdings Eight S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.018 (la Société), constituée le 2 novembre 2005 selon un acte du notaire instrumentant, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C – N° 379 du 21 février 2006 et dont les statuts (les Statuts) ont été

modifiés pour la dernière fois le 15 juin 2010 selon un acte du notaire instrumentant, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte n'a pas encore été publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ONT COMPARU:

1. WPP Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 90.028 (Lux Holdings), détentrice de 100.000 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD chacune,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

2. WPP Luxembourg Holdings Six S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.002 (Lux Holdings 6), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

3. WPP Luxembourg Holdings Two S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 99.124 (Lux Holdings 2), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

4. WPP Luxembourg Holdings Three S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.206 (Lux Holdings 3), détentrice de 37.906 parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD chacune,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

5. WPP Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.213 (WPP Lux), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

6. WPP Luxembourg Beta S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.015 (WPP Beta), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

7. WPP Luxembourg Beta Three S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.207 (WPP Beta 3), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

8. WPP Luxembourg Beta Two S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 98.276 (WPP Beta 2), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

9. WPP Luxembourg Holdings Seven S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.003 (Lux Holdings 7), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

10. WPP Luxembourg Gamma S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.018 (WPP Lux Gamma), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

11. Luxembourg Finance Holdings Six CV, une commanditaire vennootschap ayant son siège social au 10, Wilhelminaplein, 3072 DE Rotterdam, Pays-Bas, représentée par son general partner Lux Holdings 6 pour le compte de Luxembourg Finance Holdings Six CV (Lux Holdings 6 CV), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

12. WPP Luxembourg US Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 6, rue Heine, L-1720 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.208 (US Holdings), détentrice de 1 part sociale de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD,

ici représentée par Lucile Arnoux, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Les parties comparantes mentionnées aux points 1. à 12. ci-dessus sont collectivement désignées ci-dessous comme les Associés.

Les procurations des Associés, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant en leur nom et pour leur compte et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

Les Associés, représentés tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que les Associés détiennent collectivement toutes les 137.917 parts sociales ayant une valeur nominale de 1 USD chacune, dans la capital social de la Société s'élevant à 137.917 USD;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de 3.499 USD afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel à 141.416 USD, par voie d'émission de 3.499 nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 1 USD chacune, ensemble avec une prime d'émission.

3. Souscription et libération intégrale par WPP Luxembourg Holdings S.à r.l. de l'augmentation de capital social mentionnée sous le point 2. ci-dessus.

4. Modification consécutive de l'article 4, paragraphe 1, des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 2. ci-dessus.

5. Modification du registre des parts sociales de la Société de manière à y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription dans le registre des parts sociales de la Société des parts sociales nouvellement émises, et d'accomplir toutes formalités y relatives.

6. Divers.

III. qu'après délibération l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés se considèrent comme dûment convoqués et déclarent avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter et augmente par les présentes le capital social de la Société d'un montant de 3.499 USD (trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel à 141.416 USD (cent quarante-et-un mille quatre cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique), par l'émission de 3.499 (trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf) nouvelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'1 USD (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune.

Souscription - Libération

L'Assemblée décide d'enregistrer la souscription à et la libération intégrale de l'augmentation de capital par Lux Holdings.

Lux Holdings, susmentionnée, représentée telle que décrit ci-dessus, déclare souscrire à toutes les parts sociales nouvellement émises de la Société ayant une valeur nominale d'1 USD chacune et de les libérer entièrement au moyen d'un apport en nature consistant en plusieurs créances intra-groupe (les Créances).

Les Créances ont une valeur de 317.000.000 USD (trois cent dix-sept millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique) desquels 3.499 USD (trois mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf dollars des Etats-Unis d'Amérique) sont à affecter au compte capital social de la Société et 316.996.501 USD (trois cent seize millions neuf cent quatre-vingt-seize mille cinq cent un dollars des Etats-Unis d'Amérique) sont à affecter au compte prime d'émission de la Société.

La propriété, la cessibilité, le caractère certain et liquide et la valeur des Créances apportées à la Société par Lux Holdings sont certifiés par un certificat émis par les organes de gestion de la Société et de Lux Holdings (le Certificat).

Une copie du Certificat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom et pour le compte de Lux Holdings et par le notaire instrumentant restera jointe au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Assemblée décide d'enregistrer que la participation de la Société est, suite à l'augmentation de capital social ci-dessus, composée comme suit:

Lux Holdings:	103.499 parts sociales
Lux Holdings 6:	1 part sociale
Lux Holdings 2:	1 part sociale
Lux Holdings 3:	37.906 parts sociales
WPP Lux:	1 part sociale
WPP Beta	1 part sociale
WPP Beta 3:	1 part sociale
WPP Beta 2:	1 part sociale
Lux Holdings 7:	1 part sociale
WPP Lux Gamma:	2 parts sociales
Lux Holdings 6 CV:	1 part sociale
US Holdings:	1 part sociale
Total:	<u>141.416 parts sociales</u>

Troisième résolution

L'Assemblée décide à l'unanimité de modifier l'article 4, paragraphe 1, des Statuts afin d'y refléter l'augmentation de capital social de la Société ci-dessus, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 4. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de USD 141.416 (cent quarante-et-un mille quatre cent seize dollars des Etats-Unis d'Amérique) représenté par 141.416 (cent quarante-et-un mille quatre cent seize) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de USD 1 (un dollar des Etats-Unis d'Amérique) chacune."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des parts sociales de la Société de manière à refléter les modifications qui précèdent et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société à procéder individuellement sous sa seule signature, au nom et pour le compte de la Société, à l'inscription dans le registre des parts sociales de la Société (en ce compris pour éviter toute ambiguïté la signature dudit registre) des modifications décidées sous les deuxième et troisième résolutions ci-dessus, et d'accomplir le cas échéant toutes les formalités y relatives.

Estimation des frais

Le montant des dépenses, coûts, rémunérations et frais qui seront supportés par la Société en conséquence du présent acte est estimé à environ EUR 7.000.-

Le notaire soussigné qui parle et comprend l'anglais, déclare que les parties comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, il est également précisé qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: L. ARNOUX et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 juin 2010. Relation: LAC/2010/27470. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 29 juin 2010.

Référence de publication: 2010092158/345.

(100102269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

Middlesex Office S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 123.418.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 3 janvier 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°343 du 9 mars 2007.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010089668/14.

(100099358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.

ARHS Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2B, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 129.727.

Extraits des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue de façon extraordinaire en date du 07 juin 2010

1^{ère} Résolution

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission avec effet immédiat de Monsieur Jourdan SERDERIDIS de sa fonction d'Administrateur au sein de la société.

L'Assemblée Générale décide de nommer avec effet immédiat en son remplacement Monsieur Christophe GROSJEAN, demeurant au 7, Allée de la Grande Taille, B-5101 Erpent, Belgique. L'Assemblée Générale décide que son mandat expirera lors de la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire en 2012.

2^{ème} Résolution

L'Assemblée Générale décide également d'accepter la démission avec effet immédiat de Monsieur Pierre NOEL de sa fonction d'Administrateur au sein de la société. L'Assemblée Générale décide de ne pas procéder à son remplacement de telle sorte que le nombre de postes d'Administrateurs soit réduit de quatre à trois.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 juillet 2010.

Pour ARHS CONSULTING S.A.

Monsieur Olivier BARETTE

Administrateur délégué

Référence de publication: 2010090540/24.

(100099744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2010.

IND S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 600.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 90.600.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 de Ind S.à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Ind S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010089632/13.

(100099090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2010.